

Numéro 173 du 14 mai 1984 - 12FF - 85FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

URUGUAY

**La crise
de la
dictature**



AFRIQUE AUSTRALE



**Un pas de plus
vers la
"Pax americana"**

ETAT ESPAGNOL

Importante victoire du mouvement antinucléaire basque

Sommaire du numéro 173 du 14 mai 1984

3	NICARAGUA	L'agression impérialiste et la perspective électorale	Livio MAITAN
6	URUGUAY	Vers la chute de la dictature	Daniel JEBRAC
7	—	Qu'est-ce que le Frente Amplio ?	D.J.
8	—	Interview exclusive d'un dirigeant du Plénum inter-syndical des travailleurs (PIT)	Propos recueillis pour « INPRECOR »
11	—	Témoignage d'un responsable syndical de l'entreprise ANCAP	Propos recueillis pour « INPRECOR »
13	AFRIQUE AUSTRALE	Un pas de plus vers la « Pax Americana »	Claude GABRIEL
16	—	L'UNITA, une guérilla réactionnaire	« INPRECOR »
18	MOZAMBIQUE	De l'indépendance à l'accord avec Pretoria	François CAZALS
20	ETAT ESPAGNOL	Annulation de la construction de la centrale nucléaire de Lemoniz au pays Basque	A. ETORRE
24	RDA	Le mouvement pacifiste indépendant après le déploiement des euromissiles en RFA	Laura SALMANN
26	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	ETATS-UNIS : Formation de la Tendance IVe Internationale (FIT). PEROU : Les débats du 3e congrès du PRT.		
28	SAINT-DOMINGUE	Les émeutes de la faim réprimées dans le sang	Julio ORTEGA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

L'agression impérialiste et la perspective électorale

Il y a un peu plus de deux ans, en mars 1982, le gouvernement nicaraguayen déclarait l'Etat d'urgence au niveau national, en riposte à l'intensification des attaques contre-révolutionnaires qui prenaient une dimension beaucoup plus importante que dans les années précédentes. Depuis lors, les agressions contre le régime sandiniste se sont multipliées à un rythme de plus en plus accéléré.

Livio MAITAN

Selon des informations officielles, contenues notamment dans un rapport du commandant Humberto Ortega datant du 28 décembre dernier, l'évolution des actions contre-révolutionnaires peut être résumée comme suit : le nombre des actions aériennes est passé de 275 en 1982 à 620 en 1983, les actions navales de 24 à 160 durant la même période, et les infiltrations et autres « provocations militaires » de 69 à 108. Le nombre de morts dans les rangs des forces révolutionnaires dépassait le millier, alors que les contre-révolutionnaires en auraient enregistré près du double en fin 1983.

L'AGRESSION IMPÉRIALISTE PREND LA FORME D'UNE GUERRE LARVÉE

Au cours des premiers mois de l'année 1984, et notamment lors de ces dernières semaines, l'escalade guerrière de l'impérialisme a pris des dimensions encore plus spectaculaires. Même s'il est difficile d'obtenir, pour des raisons évidentes, des chiffres précis à ce sujet, les sources gouvernementales sandinistes estiment à 8 000 hommes environ le nombre des contre-révolutionnaires engagés dans ces actions, dont 5 000 se trouveraient basés à l'intérieur du territoire nicaraguayen. D'après des sources d'information impérialistes, ce chiffre serait supérieur, et tournerait autour de 12 000 à 15 000 hommes. En tout cas, lors d'une récente conférence de presse, trois commandants sandinistes, Joaquin Cuadra, Lenin Cerda et Julio Ramos, ont déclaré que l'offensive en cours était « la plus importante et la plus dure » depuis le début des agressions (1).

UNE ATTAQUE SUR TROIS FRONTS

En effet, l'attaque contre-révolutionnaire se développe dans trois secteurs. Au nord, ce sont les ex-somozistes basés au Honduras et organisés par les Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN) qui multiplient leurs actions de harcèlement et leurs crimes. Pénétrant dans le territoire nicaraguayen sur une profondeur de plus de 100 km, ils sont en particulier ac-



Commémoration du 7e anniversaire de la mort de Carlos Fonseca, dirigeant historique du FSLN. (DR)

tifs à l'est de la ville de Matagalpa. Dans la région du nord-est, et surtout le long de la côte Atlantique, entre Puerto Cabezas et la frontière hondurienne, opèrent les groupes d'indiens Miskitos de Steadman Fagoth, alors que d'autres Miskitos, sous la direction de Brooklin Rivera, collaborent au sud avec l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) d'Eden Pastora et Alfonso Robelo.

En fait, l'élément le plus marquant de l'activité contre-révolutionnaire de ces derniers mois a été constitué par l'action beaucoup plus intense et systématique menée à partir du territoire costaricain, justement par l'ARDE. Pendant toute une période, Eden Pastora s'était plaint de ne pas recevoir suffisamment d'aide et de ne pas être, par conséquent, en mesure d'entreprendre des actions efficaces. La situation a assez radicalement changé depuis le début de l'année, l'ARDE ayant reçu beaucoup de matériel militaire livré par la CIA américaine. « Aujourd'hui, écrivait à ce propos le 19 avril dernier un correspondant du quotidien italien *Corriere della Sera*, les dépôts de l'ARDE sont pleins d'armes de tout type. Nous avons

vu y compris des bazookas, des fusils M-79, qui peuvent détruire un nid de mitrailleuses. A San Juan del Norte, l'ARDE a même utilisé des SAM-6 et des SAM-7. Nous avons vu des hélicoptères américains modernes. De toute évidence, les moyens ne font pas défaut. » L'attaque, puis l'occupation pendant quelques jours, du petit port de San Juan del Norte, situé à l'extrême sud du Nicaragua à l'embouchure du fleuve San Juan, qui constitue la frontière avec le Costa Rica, a eu une portée encore plus politique que militaire. Par cette action menée à la mi-avril, l'ARDE a voulu démontrer qu'il y avait des zones très vulnérables du territoire nicaraguayen qui pouvaient être occupées temporairement. En même temps, elle a cherché à marquer des points dans la concurrence qu'elle livre

aux autres forces contre-révolutionnaires, et notamment à la FDN, en premier lieu pour l'accès aux sources de financement.

Au lendemain de l'occupation de San Juan, le frère d'Eden Pastora, Orion, porte-parole de l'ARDE, maintenait qu'il ne pourrait pas y avoir d'unification avec la FDN si celle-ci n'était pas épurée des anciens criminels somozistes qui la dirigent et ne changeait pas radicalement ses méthodes d'intervention (2). Au-delà de ces déclarations, il est pourtant clair que la CIA a décidé de jouer également la carte du soutien à l'organisation de Pastora et Robelo. Il est également clair que par son action à San Juan del Norte et par sa présence dans d'autres zones de la côte Atlantique, l'ARDE a acquis ces derniers temps un poids plus important au sein des forces contre-révolutionnaires, et que le duo Pastora-Robelo peut jouer un rôle politique d'autant plus dangereux pour les sandinistes qu'il peut trouver, beaucoup plus facilement que la FDN, une audience au-

1. Cf. le *Monde* du 14 avril 1984 et *International Herald Tribune* des 21-22 avril 1984.

2. *Corriere della Sera*, 19 avril 1984.

près de certaines forces politiques bourgeoises européennes et de certains partis sociaux-démocrates de ce continent (3).

Aux entreprises contre-révolutionnaires sur ces trois fronts, il faut aussi ajouter les actions de sabotage maritime (attaques menées par des vedettes contre les ports, et le minage des accès à ces ports) directement organisées par des groupes de la CIA. Outre les attaques répétées contre le port de Corinto, sur la côte Pacifique, dont la plus grave avait entraîné l'évacuation temporaire de 23 000 personnes et la destruction de 6,5 millions de litres de pétrole, c'est plus récemment le port de Benjamin-Zeledon, sur la côte Atlantique, qui a été complètement détruit, tandis que les ports de Puerto Cabezas sur la côte Atlantique et Potosi, sur la côte Pacifique, ont également subi de violentes attaques. Des navires de guerre des Etats-Unis croisaient dans les eaux territoriales du Nicaragua au moment de toutes ces attaques. Aussi, d'après une dépêche du 5 avril de l'Agence Nueva Nicaragua (ANN), « avec le minage des principaux ports nicaraguayens à la fin du mois de février, la CIA a instauré une véritable quarantaine navale contre le Nicaragua, après l'échec des attaques aériennes et navales contre ses installations ».

LA RIPOSTE SANDINISTE

Tout cela n'a pourtant pas entamé la force militaire et politique du régime sandiniste. Mais les contre-révolutionnaires ont démontré qu'ils étaient capables de frapper des coups violents, de s'installer dans des zones du pays, de faire preuve, ponctuellement, d'une supériorité opérationnelle, surtout par rapport aux milices locales dont l'armement et l'entraînement s'avèrent inférieurs à ceux des contre-révolutionnaires de la FDN et de l'ARDE. Les contre-révolutionnaires peuvent ainsi maintenir une situation d'insécurité dans des zones paysannes, situation qui peut à son tour fournir des arguments à la campagne politique menée par les forces bourgeoises nicaraguayennes contre le service militaire patriotique institué par les sandinistes. En même temps, ces actions contre-révolutionnaires provoquent des dégâts économiques importants. Fin 1983, des sources officielles estimaient les pertes ainsi causées par ces sabotages à « une grande quantité de millions de dollars ». Mais la situation s'aggraverait considérablement si les agresseurs réussissaient à bloquer les ports nicaraguayens, notamment celui de Corinto, par lequel transite une grande partie des importations et des exportations du pays.

Face à une telle situation, les dirigeants sandinistes ont multiplié les appels à la mobilisation populaire intérieure et à l'opinion mondiale. Le 13 mars dernier, le commandant Daniel Ortega, au nom de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale, invitait « tous les gouvernements du monde, les Nations-Unies, le Mouvement des non-alignés, le groupe de Contadora, le peuple des Etats-Unis », à exiger du gouvernement des Etats-Unis le

retrait des troupes américaines de la région, la suspension immédiate des agressions contre le Nicaragua, et la recherche d'une solution politique « raisonnable » à la crise salvadorienne et aux problèmes existants avec le Nicaragua. Début avril, le gouvernement de Managua recevait la visite de Harry W. Shlaudeman, ambassadeur américain itinérant pour l'Amérique centrale, et de Langhorne A. Motley, ambassadeur et secrétaire d'Etat adjoint pour l'Amérique latine, auxquels étaient réitérées des demandes analogues. Les résultats de ces démarches furent nuls. Le 7 avril, Daniel Ortega dénonçait à nouveau « la plus grande offensive militaire » depuis la victoire de la révolution.

En même temps, les dirigeants sandinistes continuent d'exercer une pression sur une série de pays latino-américains, en premier lieu le Mexique, et surtout sur le groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama), pour obtenir d'eux qu'ils s'opposent concrètement aux actions contre-révolutionnaires menées par la CIA. Mais ils ne cachent pas leur déception en ce qui concerne l'action diplomatique du groupe de Contadora. « Celle-ci doit être plus dynamique », déclarait le commandant Sergio Ramirez, le 22 mars dernier. Trois semaines plus tard, l'ANN écrivait que « la progression des démarches du groupe de Contadora, qui est très lente à cause du caractère même de celles-ci, puisqu'elles requièrent le consensus des gouvernements impliqués, a pris une allure encore plus indéfinie à cause de l'action opposée, fréquemment démasquée, du gouvernement américain » (4).

Jusqu'à une période récente, on pouvait penser que l'objectif des Etats-Unis à l'encontre du Nicaragua était d'exercer une pression croissante pour obliger les sandinistes à prendre leurs distances vis-à-vis de la révolution salvadorienne, et faciliter ainsi une solution politique acceptable par la contre-révolution dans ce dernier pays. On pouvait également croire qu'il n'y aurait pas, avant les élections présidentielles américaines de novembre prochain, d'agression impérialiste ouverte en Amérique centrale. L'évolution de la situation présente remet en question de telles conclusions, et il est significatif que l'on puisse lire, dans le Monde du 24 avril, que « les Etats-Unis, par l'intermédiaire de forces réduites au statut d'auxiliaires, sont, de facto, entrés en guerre contre le Nicaragua révolutionnaire ». Mais le mécanisme qui a effectivement été mis en œuvre pourrait échapper au contrôle de ceux-là mêmes qui l'ont déclenché, et aboutir à un affrontement militaire majeur sur le sol nicaraguayen. La cote d'alerte a été atteinte. Il serait grave que le mouvement de solidarité dans le monde n'en soit pas parfaitement conscient.

LA BOURGEOISIE DIVISÉE FACE AUX ÉLECTIONS

L'adoption par le Conseil d'Etat nicaraguayen, en mars dernier, de la loi électorale, a marqué une étape supplémentaire dans la préparation des élections

du 4 novembre prochain. Rappelons que seront élus, à cette occasion et pour un mandat de six ans, un président et un vice-président de la République, de même qu'une Assemblée nationale composée de 90 membres, dotée de pouvoirs constituants. Le droit de vote sera exercé à partir de l'âge de 16 ans, et les soldats pourront voter au même titre que les autres citoyens. Les objections avancées sur ces deux points par un certain nombre de partis conservateurs n'ont donc pas été retenues. Tous les partis ayant une personnalité juridique en vertu de la loi sur les partis — concrètement, toutes les formations représentées au Conseil d'Etat — pourront se présenter aux élections. Chaque parti ou alliance de partis aura droit à une subvention de l'Etat de l'ordre de 6 millions de cordobas (5). Une disposition suivant laquelle 5 000 signatures étaient nécessaires pour la présentation de candidatures a finalement été supprimée de la loi électorale. La proposition de suppression avait été faite par le Parti social-chrétien (PSC), le Parti socialiste nicaraguayen (PSN, pro-Moscou), le Parti communiste nicaraguayen (PCN, d'origine stalinienne), le Parti libéral indépendant (PLI), la Centrale autonome unitaire syndicale (CAUS, liée au PCN) et la Confédération générale des travailleurs indépendants (CGT-I, liée au PSN), et contre l'avis des organisations de masse du FSLN. L'intervention du commandant Carlos Nunez fut décisive pour obtenir du Conseil d'Etat la suppression de cet article de la loi électorale.

Les partis représentés au Conseil d'Etat sont au nombre de neuf. A la date du 7 avril, cinq d'entre eux — à savoir, à part le FSLN, le PSN, le PCN, le PLI et le Parti populaire social-chrétien (PPSC) — avaient déjà annoncé leur intention de participer aux élections. Le Mouvement d'action populaire (MAP) n'étant pas membre du Conseil d'Etat ne devrait pas pouvoir se présenter.

L'ATTITUDE DES PRINCIPAUX PARTIS BOURGEOIS

L'une des principales accusations de la propagande des partis bourgeois adressée pendant quatre ans au régime sandiniste était que le gouvernement n'avait pas reçu une légitimation populaire par le moyen d'élections. Mais, à partir du moment où la décision de convoquer des élections a été prise par le FSLN, les représentants des anciennes classes dominantes se sont rendus compte que ces élections allaient se retourner contre eux. En effet, il est prévisible que le FSLN remportera une majorité électorale très confortable, démontrant ainsi qu'il dispose de l'appui des masses populaires, y compris sur le terrain électoral. Assez vite, les partis et les organisations bourgeois

3. C'était d'ailleurs là l'objectif de la récente tournée d'Alfonso Robelo en Europe, au moment même où se déroulait l'action de l'occupation de San Juan del Norte.

4. ANN, Paris, 5 avril 1984.

5. Le taux semi-officiel de change s'établit à 28 cordobas pour un dollar américain.

ont donc commencé à contester le caractère démocratique des élections qui se préparent, à mettre en question leur participation au processus électoral, à poser toute une série de conditions pour cela.

Déjà au mois de décembre 1983, la « Coordinadora Ramiro Sacasa » — cartel regroupant trois partis bourgeois, à savoir le Parti social-chrétien (PSC), le Parti social-démocrate (PSD), le Parti libéral constitutionnel (PLC), ainsi que l'organisation patronale COSEP et deux centrales syndicales jaunes, la Centrale des travailleurs du Nicaragua (CNT) et la Centrale d'unification syndicale (CUS) — affirmait que les élections ne seraient démocratiques qu'à condition, entre autres choses, que l'amnistie soit concédée à tout le monde, y compris aux criminels somozistes, que la loi contre la décapitalisation soit abolie, que le service militaire obligatoire soit supprimé, et que la composition de l'armée soit radicalement changée dans le sens de ce que la « Coordinadora Ramiro Sacasa » présentait comme le projet original de la Junte de reconstruction nationale, à savoir une armée composée de l'armée sandiniste et de ce qui serait resté de la garde somoziste. En d'autres termes, la « Coordinadora » demandait au FSLN de renoncer, avant même les élections, à l'hégémonie politique qu'il avait conquise par sa lutte contre la dictature de Somoza et de revenir sur des conquêtes importantes de la

révolution. Ajoutons que dans une déclaration faite pendant sa pérégrination récente en Europe occidentale, le dirigeant politique de l'ARDE, Alfonso Robelo, a esquissé la même démarche. Il fallait, selon lui, que tous sans exception aucune, puissent participer aux élections, que la « répression institutionnalisée » se termine, que l'armée et le pouvoir politique soient nettement séparés (6).

Enrique Bolanos, président du COSEP, a récemment relancé la campagne initiale de la « Coordinadora Sacasa » concernant les élections, en se prononçant clairement pour la non participation. Sa position tranchée s'est heurtée à des résistances au sein même des partis de la « Coordinadora ». Ainsi, le PLC s'est divisé en deux tendances sur cette question, tandis que le PSC, parti le plus important de la « Coordinadora », n'a encore rien décidé. Quant au PSD, il a confirmé, à la fin du mois de février dernier, sa non participation aux élections, en se retirant du débat sur la loi électorale. De son côté, le Parti conservateur-démocrate (PCD) — autre formation bourgeoise non membre de la « Coordinadora » — a connu une division spectaculaire avec de virulentes polémiques sur la question de sa position électorale, et plus généralement de son attitude vis-à-vis du cadre institutionnel du pouvoir sandiniste, certains de ses membres prônant même un passage à l'activité clandestine. Le quotidien *La Prensa*

a fait cause commune avec les éléments les plus radicaux de cette opposition bourgeoise, refusant de publier les communiqués de l'aile modérée du PCD. Quant au PSD, il a confirmé, à la fin du mois de février dernier, sa non participation aux élections, en se retirant du débat sur la loi électorale. La division est donc à son comble au sein des partis bourgeois.

LA DIVISION DANS LE FPR

En ce qui concerne les organisations bourgeoises membres du Front patriotique révolutionnaire (FPR), structure regroupant les partis qui soutiennent le gouvernement sandiniste, le PPSC ne prendra sa décision que le 29 avril, alors que le PLI a déjà décidé de faire cavalier seul, et de participer aux élections. Cette décision n'est pas allée sans problèmes, puisqu'elle a divisé cette formation. La tendance majoritaire, dirigée par Virgilio Godoy, ministre du Travail, qui avait déjà décidé de démissionner de ce poste, se prononçait pour la présentation d'une liste de candidatures indépendantes par rapport au FPR. Une tendance minoritaire, dirigée par Rodolfo Robelo, était favorable au maintien dans le FPR.

Dans le domaine des forces se réclamant du mouvement ouvrier, le PSN a semblé opter, dans un premier temps, pour une liste unitaire du FPR. Il a ensuite tenté de réaliser, sans y parvenir, un front électoral de la « gauche marxiste », avec le PCN et le Front électoral marxiste, une structure liée au MAP. Devant l'échec de cette tentative, le PSN a finalement décidé de présenter ses propres candidats, tout en réaffirmant sa « vocation unitaire et sa politique d'alliance démocratique et révolutionnaire autour du FDR ». Quant au FSLN, il s'est limité jusqu'ici à diffuser un texte adopté par son assemblée nationale des 23, 24 et 25 mars, dans lequel les élections sont présentées comme une ratification des conquêtes de la révolution.

En conclusion, la convocation des élections a provoqué une crise dans les partis bourgeois qui se sentent ainsi piégés... Ils ne partagent évidemment pas l'avis d'Eli Altamirano et de son parti, le PCN, suivant lesquels les élections du 4 novembre marqueront une victoire de la bourgeoisie nationale et internationale. Ils ont, au contraire et à juste titre, le sentiment que les formations bourgeoises n'ont aucune chance de remporter ces élections et qu'après leur déroulement, leur crédibilité en sera affectée. C'est là une appréciation absolument fondée. Certes, le problème d'une institutionnalisation du pouvoir révolutionnaire ne sera pas résolu par des élections conçues incontestablement selon les normes d'une démocratie bourgeoise, mais, tactiquement, ce n'est pas la bourgeoisie qui en tirera avantage. ■

Livio MAITAN,
24 avril 1984.

6. Cf. *le Monde*, 20 avril 1984.

En souscription jusqu'au 9 juin

La pensée vivante de Sandino

70 F au lieu de 95 F

480 pages

Un ouvrage fondamental pour comprendre les origines de la révolution nicaraguayenne : les écrits de Sandino, traduits pour la première fois en français. Introduction de Sergio Ramirez, coordinateur de la Junte de gouvernement et une présentation de Jean Ziegler.

B
LA BRECHE

Je souscris pour exemplaires à 70 F

Frais de port × 13,10 par exemplaire :

Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.

Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11^e (M^o Nation).

Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom Prénom

Adresse

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

Vers la chute de la dictature

LA situation politique uruguayenne a commencé à se modifier au milieu de l'année 1983. Ce changement a été illustré par la rupture du dialogue entre les partis bourgeois traditionnels et les militaires (1), après que ces derniers aient présenté un document en 24 points reprenant pour l'essentiel le projet constitutionnel rejeté par 58 % des voix lors du référendum constitutionnel du 3 novembre 1980. C'est de cette évolution que rendent compte l'article ci-dessous, ainsi que les interviews de dirigeants syndicaux reproduites dans les pages suivantes. ■

Daniel JEBRAC

Après le succès de la célébration du 1er mai 1983, organisée par le mouvement syndical, une marche pour la démocratie, interdite le 6 août, a néanmoins eu lieu le 10 du même mois. Puis, de manifestations étudiantes en initiatives pour l'amnistie, de concerts de casseroles en débrayages de dix minutes, les actions se sont multipliées jusqu'à connaître un premier point culminant avec la journée du 9 novembre, marquée par un nouveau débrayage de dix minutes et par une manifestation, le soir, de 15 000 personnes sur l'avenue du 18-Juillet à Montevideo, malgré l'interdiction gouvernementale et la menace explicite de répression. La police intervint brutalement contre cette manifestation, et 270 personnes furent arrêtées.

C'était pourtant la première fois que le mouvement ouvrier relevait ainsi le défi, en bravant ouvertement les menaces de la dictature. Conscients de ce changement dans l'attitude des masses populaires et de son importance, soucieux de ne pas perdre le contrôle de la situation, les partis politiques traditionnels appelèrent, le 27 novembre, à un grand rassemblement « pour la démocratie, le travail et la liberté ». Ce meeting autorisé voyait affluer 400 000 personnes, dans un pays qui compte un peu plus de trois millions d'habitants. Tous les partis politiques et toutes les organisations populaires étaient représentés à la tribune, y compris les organisations interdites, par le biais de la présence d'épouses ou de parents de prisonniers politiques. Ainsi, le Frente Amplio (Front élargi) fit sa réapparition (cf. encadré).

Le manifeste adopté à cette occasion par les partis politiques, bien qu'assez dur dans le ton, exprimait cependant une acceptation du calendrier d'ouverture démocratique établi par la dictature, et acceptait des concessions importantes sur les problèmes de l'amnistie et des salaires. Pourtant, le succès de cette mobilisation tolérée redonnait confiance au mouvement de masse et un nouvel élan à la mobilisation. Les partis traditionnels, Co-



lorado et Blanco s'efforcèrent de chevaucher le mouvement jusqu'aux premiers jours de l'année 1984, qui furent marqués, malgré la période estivale, par le déclenchement de plusieurs conflits syndicaux, grèves et occupations de lieux de travail.

Sur la lancée de ces luttes, le Plénum intersyndical des travailleurs (PIT), une coordination de structures syndicales, organisa la grève générale du 18 janvier 1984, la première depuis le coup d'Etat de juin 1973 (2), sur la base d'une plateforme revendicative et démocratique. Cette plateforme, adoptée le 13 janvier 1984, comprend notamment les revendications suivantes : augmentation salariale de 2 500 pesos réajustable tous les trois mois en fonction du coût de la vie ; solidarité avec les conflits en cours pour leur solution immédiate ; subvention aux familles pour les besoins de première néces-

sité ; création de postes de travail jusqu'à l'obtention du plein emploi (...); amnistie générale sans restrictions ; plein rétablissement de la liberté syndicale ; libertés publiques et politiques tout de suite ; levée de la proscription des personnes, des organisations syndicales et des organisations politiques.

Dès avant la grève, le parti Colorado la déclarait inopportune, parce qu'elle coïncidait avec des remaniements dans la hiérarchie militaire et pouvait être considérée comme une provocation par la dictature. Cette prise de distance préventive facilita à l'évidence la répression contre la mobilisation ouvrière et, le jour même de la grève, le gouvernement déclara le PIT hors-la-loi. Pour la dictature, il s'agissait de briser l'instrument de centralisation et de mobilisation qu'était en train de forger le mouvement ouvrier. Mais l'interdiction

du PIT, si elle peut freiner son fonctionnement et ses initiatives, ne peut plus renverser le cours des événements. Les chaînes de la peur sont brisées et, début mars, les initiatives se sont à nouveau multipliées, pour l'amnistie, pour la journée de mobilisation des femmes, pour saluer les libérations successives d'un dirigeant du Parti communiste, le mathématicien Luis

1. Les deux partis bourgeois traditionnels sont le Parti national (Blanco) et le parti Colorado. Une autre formation bourgeoise, l'Union civique (catholique), résurrection récente de la formation auto-dissoute en 1961, est aussi reconnue légalement. Pour une analyse des circonstances du coup d'Etat militaire de 1973 et du camouflet retentissant qu'ont constitué pour la junte les résultats du référendum constitutionnel de 1980, se reporter à *Inprecor* numéro 134 du 11 octobre 1982.

2. Cf. *Inprecor* numéro 168 du 5 mars 1984.

Qu'est-ce que le Frente amplio ?

Le Frente Amplio s'est constitué à l'occasion des élections de 1971, où il a obtenu environ 20 % des suffrages. Rassemblant le Parti communiste (PC), le Parti socialiste (PS), la Démocratie chrétienne, et une série d'organisations, dont le Parti révolutionnaire des travailleurs d'Uruguay (PRT-U, aujourd'hui PST-U), il exprimait, dans le contexte de la crise économique qui ébranlait le pays à la fin des années 1960, une tentative de briser le cadre du bipartisme bourgeois traditionnel entre Colorados et Blancos.

Le Frente Amplio, qui, après le coup d'Etat militaire de 1973 n'eût en exil qu'une existence formelle, est réapparu sur la scène politique uruguayenne au cours de la remontée du mouvement de masse, notamment à partir de novembre 1983, avec la formation de comités de base du Frente Amplio dans plus de vingt quartiers de Montevideo.

Le Frente Amplio est aujourd'hui composé du PC, du PS, d'un regroupement d'organisations dont le « 23-Mars », du Parti pour la victoire du peuple (PVP), connu comme « quatrième option » ou Gauche indépendante, et du PST-U. La Démocratie chrétienne, qui s'en était retirée et voulait subordonner son retour dans le Front à la discussion d'une nouvelle plate-forme, a connu, en février un changement de direction et a décidé de rejoindre sans conditions le Frente Amplio. Enfin, on retrouve dans ce front des personnalités comme son candidat aux élections de 1971, Liber Seregni, qui vient d'être libéré en mars après huit ans de détention.

Le Frente Amplio n'a pas défini de nouvelle plate-forme en fonction de la nouvelle situation politique. La plate-forme en 30 points, sur laquelle il avait fait campagne en 1971, affirmait notamment parmi les « premières mesures de gouvernement », les points que nous reproduisons ci-après :

« 2) Nous dénoncerons les chartes d'intention signées avec le FMI et autres accords qui lèsent la souveraineté nationale. Nous négocierons la dette extérieure pour reporter le paiement et éliminer les conditions abusives. Si nous n'y parvenons pas, nous adopterons les mesures unilatérales adéquates. (...)

« 3) Nous établirons des relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec tous les pays, en particulier la république de Cuba, seul pays latino-américain avec lequel elles sont interrompues.

« 4) Nous interviendrons dans le système bancaire privé en utilisant la législation en vigueur, pendant que nous procéderons à sa nationalisation. (...)

« 6) Nous interviendrons, en application de la législation en vigueur, dans les entreprises exportatrices (industries frigorifiques, lainières, etc.), premier pas vers la nationalisation du commerce extérieur. (...)

« 7) Nous entreprendrons un projet de réforme agraire. (...)

« 9) Nous augmenterons les salaires et revenus des travailleurs du secteur privé, urbain et rural, et des fonctionnaires, pour rétablir au minimum le pouvoir d'achat antérieur au blocage des salaires, en accord avec les organisations de travailleurs et dans le cadre de la planification. (...)

« 12) Nous assurerons le pouvoir d'achat de la population et le ravitaillement nécessaire en articles de consommation populaire, en fixant et en contrôlant les prix, et en éliminant les intermédiaires parasitaires. Seront immédiatement constitués à cet effet des organes de contrôle populaire composés des producteurs et des consommateurs.

« 23) Nous rétablirons dans leur poste de travail, avec tous leurs droits, les travailleurs licenciés, suspendus ou déplacés dans le cadre de mesures de persécution, avec réparation des sanctions et des préjudices économiques subis.

« 24) Nous œuvrerons à l'adoption d'une loi d'amnistie pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques. (...)

Il y a dans ce programme des mesures dont l'actualité est particulièrement brûlante, après plus de dix ans de dictature et face aux effets sociaux de la crise économique.

Il est trop tôt aujourd'hui pour savoir si le Frente Amplio en tant que tel pourra participer aux élections de novembre, et sous quelle forme. Cela dépendra aussi de l'attitude de ses différentes composantes. Certaines d'entre elles peuvent refuser de participer à un processus électoral marqué par des limitations des droits démocratiques d'expression, tels que le maintien de l'interdiction de partis politiques ou du droit de certains candidats à se présenter. D'autre part, le Parti communiste, qui est une composante charnière du Front, n'a pas déterminé son choix entre se présenter aux élections dans le cadre du Frente Amplio ou soutenir ce qu'il considère comme l'aile progressiste de la bourgeoisie en appelant à voter pour le parti Blanco. ■

Massera, et de l'ancien dirigeant du Frente Amplio, le général Liber Seregni.

Cette dictature militaire, qui n'a jamais réussi à trouver la moindre base sociale à sa domination, qui a échoué dès 1974 dans ses tentatives de remodelage du mouvement syndical, qui a été battue électoralement lors du plébiscite constitutionnel de 1980 et à nouveau lors des « élections internes » aux partis politiques, en 1982, doit passer la main au plus vite, avant que les partis bourgeois traditionnels susceptibles de prendre la relève ne soient eux-mêmes bousculés par la radicalisation du mouvement ouvrier et populaire (3).

Début mars, le carnaval de Montevideo donnait une image fidèle du rejet unanime de la dictature. Derrière les cortèges travestis et les tambours, le peuple de la capitale scandait « Olélé, olàlà, si ça n'est pas le peuple, où est donc le peuple ? » et « Seregni, ami, le peuple est avec toi ! » C'est que le bilan de dix ans de dictature est vécu par l'immense majorité de la population comme une blessure quotidienne.

Par rapport à 1973, le salaire réel a perdu 60 % de sa valeur. L'inflation tourne autour de 60 % par an et la dette extérieure dépasse les 4,5 milliards de dollars (36 milliards de francs). Sous prétexte de non remboursement d'emprunts, les banques accaparent désormais 30 % de la terre. La quasi-totalité de l'industrie est sous contrôle financier des grandes banques multinationales, comme la Chase Manhattan ou la City Bank. Le taux de chômage est monté en flèche, passant officiellement de 8 à 16 % de la population active, sans parler de la plaie du sous-emploi. Des secteurs comme le cuir ou le textile sont touchés de plein fouet. Après le boom immobilier des constructions de luxe dans la zone touristique de Punta del Este, l'activité du bâtiment, branche motrice d'autres secteurs industriels, fonctionne aujourd'hui au ralenti. L'année 1984 verra une chute du marché mondial de la viande, qui affectera l'économie uruguayenne. En outre, l'économie est étouffée par l'énorme ponction du budget militaire, qui accapare à lui seul 50 % du budget fiscal.

Dans ces conditions, quel que soit le gouvernement qui verra le jour à l'issue des élections générales de novembre prochain, celui-ci sera confronté à une situation sociale plus que difficile. Le régime actuel a pu gagner du temps, en tirant parti d'une conjoncture favorable sur le marché de la viande et en rééchelonnant le remboursement de la dette extérieure. Pourtant, en 1982, il a dû procéder à une première ponction directe sur les salaires en instaurant un impôt salarial de 5 %. Une reprise conjoncturelle de l'économie internationale pourrait, dans le meilleur des cas, ranimer des secteurs comme celui

3. Pour une analyse précise des résultats des « élections internes » de novembre 1982, destinées à désigner les conventions nationales et départementales des trois formations légales, se reporter à *Inprecor* numéro 141 du 17 janvier 1983.

du cuir ou de la laine, mais le marché intérieur est de plus en plus étranglé, réduit à la satisfaction des besoins immédiats.

C'est pourquoi la relève de la dictature par un gouvernement civil des partis bourgeois traditionnels suppose un pacte social permettant de retarder les échéances. Le Parti communiste, qui avait déjà soutenu les secteurs « progressistes » du parti Blanco aux « élections internes » de 1982 — alors que les autres partis de gauche et le général Seregni de sa prison appelaient au vote blanc —, s'est d'ores et déjà fait le champion de cette grande « concertation » nationale. Son bi-mensuel publié à l'extérieur du pays, titrait à la « une » de son numéro du 23 février 1982, « *Appui à la concertation* ». Dans la même optique, la direction du PIT a adopté un bilan de la grève générale du 18 janvier, inspiré en grande partie par le PC, qui définit la concertation entre toutes les forces anti-dictatoriales comme « *une valeur fondamentale dans la lutte pour la chute définitive de la dictature* ». C'est cette phrase que le Parti communiste met d'ailleurs en exergue dans sa presse. Ce bilan du PIT a été approuvé par seulement dix des vingt fédérations qui composent le plénum, cinq autres s'étant abstenues, et les cinq dernières ayant approuvé le contre-bilan présenté par le syndicat de l'Administration des combustibles, des alcools et des ciments (ANCAP). Ce contre-bilan souligne la responsabilité prise par les partis traditionnels dans le refus de soutenir la grève générale du 18 janvier et conclut : « *La mobilisation unitaire contre la dictature est un élément central pour la défaite de cette dernière, mais il faut rester conscients des limites de cette unité déterminée par les intérêts de classe différents de ses composantes, que les partis traditionnels se sont déjà chargés de délimiter dans les faits.* » Le même document appelle à la mobilisation pour la legalisation du PIT, propose une nouvelle grève générale de 48 heures et l'organisation d'une mobilisation d'envergure pour le 1er mai 1984.

En effet, entre novembre 1983 et janvier 1984 le PIT a représenté, au sein de l'opposition, une alternative de classe, tant par ses méthodes de lutte (la grève générale) que par ses axes de mobilisation. Son slogan « *Liberté, salaire, travail et amnistie* » lui permet de se distinguer de celui des partis bourgeois traditionnels à la tribune du grand rassemblement de novembre 1983, qui était « *Démocratie, travail, liberté* ». Il ne fait guère de doute non plus que les polarisations politiques qui se sont exprimées au sein de la direction du PIT ne manqueront pas de s'exprimer au sein du Frente Amplio. Elles tournent autour de trois questions clefs : une bataille intransigeante pour les revendications démocratiques implique l'exigence d'un plein rétablissement des libertés politiques et syndicales. Cela signifie d'abord une amnistie sans exceptions, alors que les partis traditionnels envisageraient volontiers le transfert des dossiers de certains prisonniers politiques accusés d'actes terroristes, comme Raul Sendic,

dirigeant des Tupamaros, de la juridiction militaire à la juridiction civile, plutôt que leur libération. Cela signifie la levée de toutes les interdictions et le rétablissement des droits civiques. Or, Wilson Ferreira Aldunate, dirigeant du Parti national (parti Blanco), reste toujours banni, tandis que Liber Seregni, bien que libéré, n'a pas le droit d'être candidat aux élections. Le parti Colorado est pourtant déjà prêt à participer aux élections dans ces conditions, mais l'attitude du parti Blanco et des composantes du Frente Amplio n'est pas arrêtée. Le plein rétablissement des droits civiques signifierait aussi la possibilité du retour au pays pour plus de 600 000 exilés, le châtement des tortionnaires et, enfin, l'exigence que l'Assemblée élue, libre et souveraine ait des pouvoirs constituants.

Les droits démocratiques ne s'arrêtent pas aux libertés politiques et syndicales. Ils s'étendent aux droits sociaux et à la souveraineté nationale. Ainsi, les travailleurs ont le droit d'exiger le rattrapage des 60 % de salaire réel qui leur ont été volés sous la dictature et la réembauche de tous les travailleurs licenciés dans le cadre de l'attaque contre le mouvement syndical. Ainsi encore, ils ont le droit d'exiger le non paiement de la dette extérieure contractée par la dictature pour payer son budget militaire, la rupture avec

le Fonds monétaire international, la nationalisation du crédit et le contrôle du commerce extérieur. Et toutes ces exigences vont évidemment à l'encontre de l'adoption d'un quelconque « pacte social ».

Enfin, l'unité contre la dictature, qui se réalise aujourd'hui à différents niveaux, au niveau de l'« intersociale » (structure qui regroupe les mouvements sociaux, syndical, étudiant, coopératif, etc.), de l'« interpartidaire » (structure qui coordonne les partis politiques), et de l'« intersectorielle » (structure qui rassemble mouvements sociaux et partis politiques) ne doit entraver ni l'indépendance ni la liberté d'action des organisations ouvrières en tant que telles. C'est pourtant ce que veut obtenir la dictature, en interdisant le PIT, en s'efforçant d'isoler le mouvement ouvrier organisé pour le réduire à l'état d'une simple composante atomisée de l'« intersectorielle ».

Les prochains mois constituent donc un enjeu important pour l'avenir des luttes sociales en Uruguay et marqueront un moment décisif de la remontée de la mobilisation ouvrière et populaire dans ce pays. ■

Daniel JEBRAC,
25 mars 1984.

Réorganisation du mouvement ouvrier

Entretien exclusif avec un dirigeant du PIT

NOUS publions ci-après l'interview que Victor Semproni, coordinateur du secrétariat exécutif du Plénum intersyndical des travailleurs (PIT), a récemment accordée à un envoyé spécial d'*Inprecor*. Victor Semproni était vice-président de la Centrale nationale des travailleurs (CNT), dissoute par la dictature en 1973, où il représentait à sa direction exécutive le syndicat des employés de banque. Actuel dirigeant du PIT il a été emprisonné de 1974 à 1979. ■

« **INPRECOR** » : — Peux-tu retracer les grandes étapes du processus de réorganisation syndicale sous la dictature, qui a abouti à la réalité actuelle du PIT ?

Victor SEMPRONI : — Pour parler du processus de réorganisation syndicale, il faut partir de 1973. C'est alors que le mouvement syndical avait atteint son degré maximum d'organisation et d'unité. Depuis des années, il y avait déjà eu des tentatives de coups d'Etat militaires. La puissante CNT avait donc décidé de répondre par la grève générale avec occupation à toute nouvelle tentative de ce genre. Cette idée avait été bien assimilée par les travailleurs.

Pourtant, lorsque le coup d'Etat de 1973 s'est produit, la direction de la CNT n'a pas appelé à la grève générale, mais seulement à une grève de 24 heures reconductible. C'est la base militante du syndicat qui décréta la grève et occupa spontanément les lieux de travail. La consigne de grève illimitée circula de bouche

à oreille. La grève générale tint solidement pendant huit jours. Après, commencèrent le recul, les expulsions, une répression dure. La consigne fédérale était de ne pas affronter l'armée. Alors, devant la troupe, on évacuait les entreprises pour revenir deux jours plus tard.

Le régime militaire répliqua finalement par l'interdiction de la CNT et en lançant un ordre d'arrestation de ses dirigeants. Le résultat de cette répression massive fut le démantèlement de la structure syndicale. Les dirigeants recherchés s'exilèrent, les responsables syndicaux de tous les niveaux furent licenciés. Il y eut des morts en prison et sous la torture. Toute l'infrastructure syndicale fut détruite. La CNT regroupait 220 syndicats, mais cinq seulement survécurent à l'avènement de la dictature, et encore plus sous la forme d'associations ou de clubs sportifs que de syndicats dignes de ce nom. On assista à la liquidation totale du mouvement syndical.

— Vu l'ampleur de cet anéantisse-

ment, quels ont été les premiers pas sur la voie de la réorganisation du mouvement syndical ?

— Là on entre dans une période que l'on pourrait diviser en trois étapes.

Tout d'abord, après l'interdiction de la CNT, la dictature adopta un décret en vertu duquel les syndicats durent procéder à une réaffiliation générale de leurs adhérents. Le pouvoir comptait sur l'intimidation pour prouver ainsi leur manque de représentativité. Pourtant, les syndicats relevèrent le défi. A la surprise des militaires, ils affilièrent plus de gens avec nom et adresse qu'ils n'avaient d'adhérents avant le coup de 1973 ! C'était la preuve d'un soutien total à leur tradition combative de lutte de classe, malgré les divergences qui existaient — et à plus forte raison après la grève générale contre le coup d'Etat — sur la direction et l'orientation imposée par le Parti communiste. La dictature, qui voulait démontrer que les syndicats n'avaient pas de base de masse dut donc changer son fusil d'épaule et les faire tout simplement disparaître.

Vint alors une seconde phase, avec cinq années très dures pour le mouvement syndical, de 1973 à 1978, où le régime, sous la pression extérieure, inventa des « commissions paritaires » (CP) comme substituts au syndicat. Ces commissions n'avaient évidemment rien à voir avec un syndicat. Mais ce qui survivait du mouvement syndical chercha aussitôt à occuper le plus infime espace d'activité. On contrôla donc des commissions paritaires. Second échec pour le gouvernement ! La dictature ne reconnut et n'institutionnalisa que les CP « jaunes », qui représentaient une infime minorité d'entre elles. La grande majorité des commissions paritaires ne fut pas reconnue, sous mille et un prétextes.

Enfin, et ce fut la troisième étape, face à tous ces échecs, le régime prit une nouvelle initiative, en 1979-1980. Il utilisa l'intermédiaire des services de renseignement de la marine pour prendre un contact officieux avec des dirigeants syndicaux. Un projet de loi de réglementation syndicale existait déjà. Les militaires prétendirent donc être disposés à collaborer avec ces dirigeants pour ranimer la vie syndicale, à condition que ceux-ci soient « démocrates » et non pas communistes. Cette tentative d'ouverture essuya un refus catégorique des dirigeants syndicaux. A ce moment-là, j'étais déjà en liberté — j'étais resté en prison de 1974 à 1979 — et je participai à une réunion avec les responsables syndicaux du secteur bancaire. Nous posâmes comme première exigence la liberté syndicale sans tutelle. C'était le troisième échec de la dictature.

Le projet de loi s'est finalement transformé en loi en 1981. Il institutionnalisait les entraves à la vie syndicale et contribua à l'atomisation du mouvement syndical, auquel on reconnut le droit d'exister mais non d'agir.

Le mouvement syndical était la seule force qui s'était opposée au coup d'Etat en 1973. Par conséquent, pour les militai-



300 000 personnes contre la dictature, en novembre 1983 à Montevideo. (DR)

res, c'était l'ennemi privilégié, d'où les harcèlements, la répression, les licenciements. Mais la nouvelle loi permettait toutefois une chose extraordinaire : tenir des assemblées générales pour élire une direction syndicale provisoire. Ces assemblées devaient avoir lieu en présence et sous la surveillance d'un représentant de l'autorité. Mais tout travailleur était éligible, quitte à ce qu'ensuite le ministère du Travail censure la direction élue ... Peu importe, ce mécanisme instaurait une nouvelle légitimité dans les entreprises.

— Vous avez donc utilisé la loi syndicale de la dictature pour la détourner et vous saisir d'un cadre d'organisation légal et élémentaire ?

— On a utilisé la loi syndicale avec l'idée de la dépasser. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit. L'année dernière, à la veille du 1er mai, nous avons mis le régime au pied du mur en déposant officiellement une demande de commémoration du 1er mai, au nom de cinquante structures syndicales officielles. Théoriquement, la loi interdit le regroupement des structures syndicales au niveau des fédérations d'industrie et au niveau interprofessionnel. Nous avons pourtant reçu une réponse positive inespérée. Peut-être le gouvernement pensait-il, une fois encore, prouver le peu d'autorité et de représentativité des structures syndicales. En fait, ce fut un énorme succès. L'initiative répondait à un profond besoin d'agir et de sortir de la passivité. La participation de quelque 150 000 travailleurs illustre le décalage entre les structures effectivement organisées et leur pouvoir de mobilisation.

Le nom de « Plenario » (Plénium) est apparu parce que les assemblées intersyndicales n'étaient pas autorisées et que les dirigeants syndicaux éprouaient le besoin de se rencontrer. On négocia une nouvelle fois avec la police, qui refusa les assemblées mais accepta le « Plenario ». Alors, nous nous sommes dit : « *Allons-y pour le "Plenario" !* » De là est né le fa-

meux PIT (Plenario Intersindical de los Trabajadores).

— C'est sur la base du succès du 1er mai 1983 que le PIT a pris forme ?

— Après le succès du 1er mai, il y a eu un moment d'inaction, dû en partie à nos faiblesses organisationnelles. Nous avons cependant pris l'initiative de participer à la réunion de l'Organisation internationale du travail (OIT). C'était important pour affirmer notre légitimité et gagner la solidarité du mouvement syndical international. Le gouvernement refusa cependant notre délégation et envoya un représentant du syndicalisme jaune, ce qu'il y a de plus jaune. Mais la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Confédération mondiale du travail (CMT) ont appuyé notre démarche et intégré nos représentants dans leur propre délégation à l'OIT. Au retour des représentants, le gouvernement a interdit l'organisation d'une réception qui se transformerait en manifestation syndicale. C'est alors que nous avons constitué une « mesa » (une direction provisoire) du PIT, avec un représentant de chaque fédération, soit 20 membres, et un secrétaire provisoire de sept membres. A partir d'une telle structure, surgirent des assemblées dans presque toutes les entreprises. Elles se formèrent également dans le secteur public, où elles sont formellement interdites par la loi syndicale. Elles prirent des formes variées (associations civiles), ou s'imposèrent tout simplement, du fait du rapport des forces, comme à l'Administration des combustibles, des alcools et des ciments (ANCAP). En septembre 1983, le mouvement syndical, renforcé, reprit l'initiative. D'abord avec des actions modestes, comme une grève de dix minutes, qui permirent de reprendre confiance. Le 9 novembre, ce fut l'organisation d'une manifestation durement réprimée par la police. La lutte démontra l'autorité du PIT jusque dans l'administration publique, malgré les risques de sanctions. Je te rappelle que « l'acte 7 »

classe le personnel en trois catégories, A, B et C, sur une base politique. A, ce sont les catégories honnêtes, B, les sujets dont la promotion est bloquée, et C, les brebis galeuses de l'administration.

Il faut ajouter, qu'à partir d'août 1983, le processus de réorganisation syndicale se combinait de plus en plus étroitement avec un processus plus général de remobilisation sociale. Le point de départ fut une initiative de l'association « Paix et Justice », officiellement liée à l'Eglise, à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le 25 août. Il s'agissait de l'organisation d'un jeûne, présenté comme un moment de réflexion du peuple, pour que tout Uruguayen réfléchisse à la question suivante : « *Que devrais-je faire aujourd'hui pour le changement dont l'Uruguay a besoin ?* » Les quinze jours de jeûne furent une occasion permanente de discussion auprès des grévistes de la faim. L'action se termina le 25 août par une extinction généralisée de la lumière et un gigantesque « cacerolazo » (concert de casseroles).

A partir de là, le PIT participa activement au mouvement social, à côté des étudiants, de « Paix et Justice », du mouvement corporatiste et des partis politiques. Cette concertation entre les forces sociales et politiques se renforça jusqu'à la fin de 1983. C'est que les partis traditionnels autorisés, Colorado et Blanco, souffraient d'une contradiction : ils s'appuyaient électoralement sur une fraction importante des travailleurs. Or, la politique économique du régime s'avérait être un désastre. Les salaires avaient perdu 60 % de leur pouvoir d'achat en dix ans, l'appareil productif allait à la dérive, le commerce était étouffé. Les partis traditionnels étaient donc obligés de chevaucher la mobilisation jusqu'à un certain point, mais ils ne voulaient pas aller jusqu'à organiser les mobilisations de rue, de crainte d'être débordés. Ils voulaient une protestation limitée et contrôlée pour faire pression sur le régime dans le sens d'une ouverture négociée.

Nous, travailleurs, nous considérons la mobilisation comme notre seule garantie, et nous voulons continuer. Les mouvements sociaux, dont le PIT, ont ainsi appelé, sans les partis traditionnels, à deux actions de protestation, les 24 et 31 décembre 1983. Certains partis, pas tous, s'y sont joints. Le parti Colorado a alors exprimé sa préoccupation, en affirmant qu'il ne fallait rien entreprendre en janvier, pendant que l'armée réorganisait sa hiérarchie. C'est fondamentalement la pression de la base militante qui a imposé l'appel à la grève générale du 18 janvier 1984, y compris par rapport à des secteurs hésitants dans le PIT. Cet appel répondait pourtant à la nécessité de la concrétisation d'un rapport de forces supérieur pour affronter le blocage des salaires ou les augmentations des tarifs. Depuis le début de janvier, il y avait des conflits sociaux, des occupations d'usines. Le PIT a alors appelé à une assemblée de solidarité avec les catégories en lutte. C'est cette assemblée de tous les syndicats qui fit pres-

sion sur les directions des fédérations, dont certaines n'étaient pas chaudes pour convoquer l'action du 18 janvier. Cette grève générale, la première depuis dix ans, fut un énorme succès. Elle s'est caractérisée par une forte participation des travailleurs, mais aussi par le soutien que lui ont apporté différentes catégories de la population.

— Quelles sont les perspectives, après le 18 janvier ?

— Après la grève du 18 janvier, on a continué à discuter la perspective d'une journée de lutte plus importante encore, une « grande journée nationale de protestation ». Mais les partis politiques traditionnels freinent des quatre fers, de sorte qu'on assiste à une multiplication d'initiatives sectorielles ou locales : manifestation pour l'amnistie, journée des femmes le 8 mars, grèves ...

— Des élections ont lieu en novembre. De nombreux exemples récents, dont celui de l'Espagne à la mort de Franco, montrent que la bourgeoisie s'efforce souvent de négocier une certaine « institutionnalisation démocratique » en échange d'un « pacte social », en vertu duquel les travailleurs acceptent de payer les frais de la crise. Quelle serait ta réaction au sujet d'un tel pacte ?

— Ce thème du « pacte social » est un sujet de polémique. Personnellement, je préfère ne pas parler de pacte. Mais il faut, même si nous avons une position révolutionnaire, un certain accord social. L'idéal serait, bien sûr, d'aller directement à un projet révolutionnaire, de liquider non seulement la dictature, mais aussi la bourgeoisie et le capitalisme ... Seulement voilà, aujourd'hui, nous n'avons pas l'instrument pour le faire. La gauche « classiste » n'est pas en condition de prendre le pouvoir. Nous allons donc entrer dans un processus de transition, d'une « certaine » ouverture démocratique, car je doute que le gouvernement qui surgira des élections de novembre soit vraiment démocratique. Mais le seul fait de l'élection marque un pas en avant et nous ouvre de sérieuses possibilités par rapport à la situation actuelle.

Or, qu'est-ce qui va se poser comme question si cette ouverture ne correspond pas à un accord social ? Les partis bourgeois vont arriver au pouvoir. Il va falloir répondre à la situation sociale. On risque l'escalade, un nouveau chaos et la liquidation de l'ouverture. En fonction du poids des forces sociales et des rapports de forces, nous pouvons avancer des exigences précises et vitales, comme, par exemple, les libertés syndicales et politiques pleines et entières, l'amnistie sans restriction pour les prisonniers politiques, un changement de politique économique dans le sens d'un transfert des revenus non salariaux vers les revenus salariaux. Si l'on pouvait obtenir un accord sur ces trois questions, on pourrait élargir la discussion aux grands problèmes nationaux. Pour le travailleur uruguayen, un accord donnant



satisfaction sur ces trois points constituerait le cadre d'une transition viable.

A travers un tel accord social, nous devons poursuivre l'objectif d'arriver à la table des négociations avec une position alternative sur la société que nous voulons. Cet affrontement doit être pour nous l'occasion d'aborder une grande lutte idéologique pour élever le niveau de conscience des masses travailleuses par la confrontation publique et ouverte avec les partis bourgeois. Nous devons instaurer un grand débat national pour briser le mécanisme qui conduit encore la majorité des travailleurs à voter pour les partis traditionnels, Colorado et Blanco. Cette négociation peut nous servir de tremplin pour cette mise en cause publique de la bourgeoisie.

— Une dernière question. Comment vois-tu les rapports entre le PIT et la CNT interdite ?

— Le mouvement syndical qui existe aujourd'hui c'est, de fait, la CNT. C'est seulement un problème de nom. Il sera résolu dès que nous aurons la liberté de doter le mouvement syndical d'un programme, d'élire sa direction, de lui choisir un nom. Il n'y a aucun risque de division : le mouvement syndical uruguayen est uni. Nous avons le projet d'organiser, malgré la mise hors-la-loi formelle du PIT consécutive au 18 janvier 1984, un congrès pour adopter un programme, des structures et définir un accord minimum acceptable pour la transition. Ce congrès du PIT pourrait prendre la forme de réunions de délégués dès le mois d'avril, pour parvenir à des propositions qui seraient soumises au vote d'une assemblée générale le 1er mai ... ■

Propos recueillis pour « INPRECOR »,
Montevideo, mars 1984.

La recomposition syndicale à la base

Témoignage d'un responsable syndical de l'entreprise ANCAP

NOUS publions ci-après l'interview d'un membre de la direction syndicale provisoire de l'entreprise publique ANCAP (Administration des combustibles, alcools et ciments), qui regroupe 6 500 travailleurs. C'est une grande entreprise, l'une des premières du pays, et l'un des centres cruciaux de production d'énergie. Elle est décentralisée en plusieurs secteurs de travail, dont certains à l'intérieur du pays. ■

« INPRECOR » : — Peux-tu expliquer comment a été perçu le coup d'Etat de 1973 et comment a pu s'effectuer, lentement, la réorganisation syndicale dans une entreprise d'avant-garde comme l'ANCAP ?

Dirigeant syndical d'ANCAP : — Le secteur fort du syndicat, c'est le combustible, et en particulier la raffinerie, qui est le point névralgique de l'entreprise. Là, la résistance au coup d'Etat a été conforme à la consigne préventive de la Centrale nationale des travailleurs (CNT) : grève générale contre toute tentative de coup. Nous avons donc occupé l'entreprise, et il y a même eu des actions de sabotage. Nous avons été expulsés par la force, malgré le soutien de la population de toute la zone. L'armée est venue avec des chars légers. On devait choisir entre l'affrontement total et la négociation. La majorité était pour la négociation en espérant, au-delà, parvenir à un compromis général avec la dictature militaro-populiste « à la péruvienne ».

On a poursuivi encore une semaine l'action sur la base de cet accord, tout en continuant à discuter dans le syndicat. Un groupe de militants plus résolu s'était dessiné. Il y a même eu un attentat contre la centrale, suivi d'une grève et d'une désertion des lieux de travail, malgré l'ordre de réquisition lancé par la dictature. Tout le monde s'est caché, l'armée prenant en otage les travailleurs qui se trouvaient encore dans l'usine. Il y a alors eu une remise en marche partielle de l'usine sous contrôle militaire.

— Dès qu'on évoque le coup d'Etat de 1973 avec les travailleurs qui l'ont vécu, la discussion tourne toujours autour de la grève générale. Le bilan de cette grève semble à l'origine des grands courants politiques qui s'expriment aujourd'hui encore dans le mouvement ouvrier.

— Il y a des gens qui considèrent que cette grève générale a été un succès, d'autres pensent que non, et d'autres encore pensent que ce fut une défaite, sanctionnée par la mise hors-la-loi de la CNT et le démantèlement des organisations ouvrières. Qu'est-ce qu'il aurait fallu faire ? La direction provisoire actuelle de notre syn-



dicat a une position claire dans cette controverse. Le mouvement syndical n'avait ni stratégie ni véritable projet face au coup d'Etat. Il n'avait d'autre objectif que de résister. A la fin de la grève générale, il y a donc eu comme un grand vide. Un large courant critique s'est dessiné sur le bilan de cette défaite. Il en résulta une situation qui pèsera sur tout le processus de reprise de l'activité syndicale.

Dès 1973 donc, la CNT est interdite et le coup de grâce vient en 1975, avec l'arrestation de la direction du Parti communiste. L'appareil répressif a fait entre-temps un nettoyage général, non seulement des cadres, mais jusqu'aux militants syndicaux actifs. Là, on est entré dans les années de silence. Les gens cherchaient des solutions individuelles à leurs problèmes sociaux. Beaucoup avaient un travail officiel de huit heures par jour et un autre travail officieux de huit heures en plus. Mais surtout, il y avait la peur de l'arrestation, de la torture... A ces conditions générales s'ajoutait un obstacle plus subjectif à la réorganisation : le scepticisme envers l'activité syndicale, du fait de l'erreur d'orientation — ou pire encore — dans la grève générale. Mais cet esprit critique pouvait aussi avoir son revers et servir de prétexte pour ne rien faire.

— Malgré la somme de ces obstacles, quel fut le point de départ du renouveau syndical ?

— En ce qui nous concerne, la réorganisation syndicale est partie du niveau le plus élémentaire. Il fallait commencer par avoir l'honnêteté de reconnaître qu'on pouvait bouger un peu à nouveau, contacter des gens d'accord pour faire quelque chose, si peu que ce soit. Ce travail de fourmi a pris bien du temps. Il n'y avait

pas de locaux. On procédait par contact individuel et par petites réunions. Le seul espace syndical existant, c'était le syndicat jaune, unanimement rejeté. Dans notre entreprise, par exemple, dans le secteur important du combustible, ce syndicat jaune n'a jamais regroupé plus que sa direction.

Le problème était de trouver l'initiative à partir de laquelle ranimer l'activité syndicale. Souvent, ce furent des pétitions sur des questions concrètes, des revendications si élémentaires qu'elles paraissaient légitimes. La pétition collective était interdite. Seules, les réclamations individuelles étaient autorisées. Signer une pétition avec nom et prénom, c'était donc déjà héroïque. L'une des premières pétitions importantes est apparue à la raffinerie en 1981. Les conditions de travail y sont particulièrement dans la mesure où l'on a davantage de possibilités de discussion que dans un atelier. On a donc discuté des documents en faisant en sorte que tout le monde puisse lire et commenter les brouillons, y ajouter ses propres suggestions. Il y en avait beaucoup, puisqu'en huit ans, on avait perdu d'innombrables conquêtes concernant aussi bien l'hygiène que l'organisation du travail. Aussi apparaissaient des revendications de « reconquête ». Ensuite, on synthétisait le brouillon commenté pour en tirer une proposition définitive qui circulait à nouveau pour s'assurer l'engagement le plus solide possible du maximum de gens. Vu ce qui s'était passé en 1973, les autorités ont d'abord manifesté une certaine tolérance pour ne pas provoquer les travailleurs de la raffinerie. D'autres secteurs, comme l'entretien, ont voulu reprendre la pétition à leur compte. Cela a fait déborder le vase. La chasse aux sorcières a recommencé, un nouveau fichage, etc.

Après, toutes sortes de choses se sont enchaînées. D'abord, le ressentiment qui s'est accumulé, en l'absence de la moindre possibilité de dialogue. Il ne restait plus qu'à s'organiser et à se mobiliser pour faire sauter le verrou.

— A l'ANCAP, qui est une entreprise publique, vous ne pouviez pas, comme dans le privé, vous appuyer sur la loi de réorganisation syndicale ?

— La loi de réorganisation syndicale de 1981 ne concernait que le secteur privé. Dans le secteur public (250 000 emplois, soit un tiers du salariat), la réorganisation syndicale demeurait clandestine. Comme dans le secteur privé, les militants syndicaux du secteur public se sont emparés du cadre de cette loi pour la subvertir, et bien que cette loi était inacceptable, les mêmes droits ont été réclamés. Je ne reviens pas sur toutes les entraves qui pèsent sur les associations créées par la loi, mais l'important, c'est que ces associations avaient le droit de réunion et d'initiative (pas de grève), après demande d'autorisation préalable bien évidemment.

Ensuite, à la moindre ouverture, les mécanismes traditionnels se sont remis en marche, jusqu'au 1er mai 1983. La péti-

tion adressée au gouvernement, pour la célébration du 1er mai, a eu une importance psychologique énorme. C'était le signe que l'heure avait sonné pour la reconquête de nos droits perdus, et c'était un encouragement pour les travailleurs du secteur public. A l'ANCAP, on a alors commencé à relever la tête, à faire des déclarations publiques contre le fait que l'Etat niait à ses propres travailleurs les droits reconnus aux travailleurs du secteur privé. Jusque-là, l'intervention syndicale était restée moléculaire. A partir du 1er mai 1983, une structure s'est formée, constituée de groupes de base dans les ateliers et secteurs nommant des délégués pour une coordination. Il y avait autant de coordinations que d'unités de production (raffinerie, entretien, administration). Et il y avait une coordination générale pour l'entreprise. Cette structure commença à publier des résolutions, à publier un bulletin, *Antorcha* (la Torche), qui porte le même nom que l'ancien bulletin syndical.

Du côté du pouvoir, il y avait un certain laisser-faire, qui était le résultat du rapport des forces. S'il n'était pas en mesure de riposter, c'était aussi qu'on lui laissait peu de prétextes. On a toujours revendiqué une reconnaissance légale et la reconnaissance publique. Ainsi, nous avons envoyé une lettre aux autorités, c'est-à-dire au ministre du Travail et à la direction de l'ANCAP, exposant la nature et les buts de notre organisation. Nos intermédiaires étaient les représentants du PIT, structure à laquelle nous participons depuis le début. La centrale syndicale est pour tous ! La loi peut nous l'interdire, mais des travailleurs ne peuvent pas exclure des travailleurs. Les autorités n'ont pas répondu à nos lettres.

— Comment vois-tu la nouvelle étape inaugurée par la grève générale du 18 janvier dernier ?

— Quand s'est dessinée la perspective de la grève générale du 18 janvier, le syndicat de l'ANCAP, fidèle à sa tradition, a considéré que le soutien à la grève devait être décidé en assemblée générale. Ça a donné un bon résultat, un débrayage à 100 % dans les secteurs les plus combattifs de l'entreprise. Le succès a renforcé les travailleurs et l'état d'esprit, malgré l'interdiction du PIT.

Une nouvelle étape s'ouvre pour imposer la reconnaissance du PIT comme centrale syndicale unique, continuateur de la tradition de la CNT. Parallèlement, on poursuit la lutte pour la libre syndicalisation des travailleurs du secteur public.

La fédération de l'ANCAP n'a jamais perdu son local syndical, alors que dans la plupart des cas les locaux syndicaux n'ont pas seulement été réquisitionnés par la dictature, mais ont été aussi symboliquement transformés en commissariats. Nous, nous avons la personnalité juridique, le local en ruine, vide depuis dix ans et, sur cette base, nous prétendons reconquérir notre légalité avec une campagne de réaffiliation et d'affiliation massive au

syndicat. Cette décision a été soumise à l'assemblée générale et rendue publique dans notre bulletin, le 24 janvier 1984. Nous avons donc tenu une assemblée de 200 travailleurs pour la réaffiliation, annoncée publiquement. La police est intervenue, demandant aux travailleurs de sortir et de ne laisser dans la salle que la présidence de la réunion. Il y a eu une réaction de solidarité générale de défense de nos droits. Cette assemblée est donc restée un peu sans conclusion. On a par conséquent annoncé à la police qu'on voulait pouvoir la terminer. Ils nous ont répondu qu'une telle réunion était interdite et, qu'en plus, elle devrait se tenir dans un local syndical. Depuis lors, on entreprend toutes les démarches pour demander l'autorisation légale de la tenue de cette réunion. Les autorités, déconcertées, se renvoient la balle de bureau en bureau. On se présente partout avec une demande signée avec les noms et les prénoms des travailleurs et on nous renvoie poliment jusqu'au ministre.

— Au sein du PIT, l'ANCAP a présenté un bilan de la grève du 18 janvier alternatif à celui de la majorité. Le bilan de la grève a eu dix voix sur vingt, votre contre-bilan cinq voix, et il y a eu cinq abstentions. Quelle est la raison de ce contre-bilan ?

— Sur le bilan de la grève générale du 18 janvier, l'ANCAP s'est trouvé dans une position minoritaire au sein du PIT. Le problème est celui de la concertation. Il y a des secteurs bourgeois d'opposition, comme les partis traditionnels, qui nous

ont porté préjudice et ont facilité la besogne du pouvoir, en dénonçant préventivement la grève comme inopportune ou irresponsable. Le bilan de la majorité du PIT passe trop facilement l'éponge là-dessus. Cela dit, nous sommes intégrés au PIT, nous participons aux initiatives, mais nous gardons notre droit de critique et nous nous méfions de toute concertation ou compromis avec les partis politiques. Nous pouvons prendre des initiatives concrètes avec eux, mais pas négocier un projet politique à moyen terme.

— Autrement dit, cette divergence sur le bilan déboucherait sur des points de vue différents à propos d'un éventuel « pacte social » que certains commencent à évoquer, dans la perspective des élections de novembre prochain ?

— La question est en discussion, et elle est assez délicate. La chute du régime ne peut nous ramener simplement à la case départ d'avant le coup d'Etat de 1973. On ne peut accepter aucun type de pacte qui nous ramènerait à la situation d'où est né le coup d'Etat. Il s'agit d'imposer une nouvelle situation permettant une vie digne pour les travailleurs. Il s'agit, autrement dit, de mettre enfin en pratique la plate-forme revendicative que la classe ouvrière de ce pays a toujours eue. Cet objectif peut être poursuivi en commun avec d'autres secteurs sociaux, étudiants et populaires, dont les travailleurs constituent l'avant-garde. ■

Propos recueillis pour « INPRECOR »,
Montevideo, mars 1984.



Protestation des mères de disparus uruguayens. (DR)



Un pas de plus vers la "Pax americana"

Sous l'égide des USA, Angola et Mozambique signent des traités de défense avec Pretoria

LE 16 février 1984 à Lusaka, capitale de la Zambie, un accord tripartite a été adopté entre l'Angola, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis. Cet accord prévoit la mise en place d'une commission conjointe, entre l'Angola et l'Afrique du Sud, en vue de parvenir à un cessez-le-feu définitif mettant fin aux affrontements réguliers qui ont lieu sur la frontière sud de l'Angola depuis l'indépendance de ce pays en 1975 et l'invasion sud-africaine de 1976. En d'autres termes, l'Afrique du Sud s'engage à retirer ses troupes du sud angolais, qu'elle occupe de manière plus ou moins permanente depuis de longues années, en échange de l'engagement angolais à restreindre les activités sur son territoire du mouvement d'émancipation national namibien SWAPO (Organisation des populations du sud-ouest africain). Ce gentleman's-agreement aurait été accepté par les Angolais sur la base d'une vague promesse sud-africaine de faire progresser les négociations sur l'évolution du statut de la Namibie, actuellement territoire occupé par le régime raciste de Pretoria (1).

Le 16 mars 1984, c'était au tour du Mozambique de signer très solennellement un traité de non agression et de bon voisinage avec le régime sud-africain. Au terme de négociations

menées depuis plusieurs mois et destinées à étudier les mesures nécessaires « afin qu'aucun pays ne puisse être utilisé comme tremplin pour des actions violentes ou des agressions contre l'autre », les dirigeants sud-africains se seraient engagés à ne plus soutenir la guérilla réactionnaire entretenue au Mozambique par la Résistance nationale mozambicaine (RNM). De leur côté, les autorités de Maputo auraient accepté de ne plus permettre à l'ANC (Congrès national africain, mouvement de libération national sud-africain contrôlé par le Parti communiste sud-africain, PCSA), d'utiliser le territoire mozambicain pour l'organisation de sabotages en Afrique du Sud. Plusieurs dizaines de membres de l'ANC ont effectivement déjà été priés de quitter le Mozambique par le gouvernement de Samora Machel.

Toute la presse bourgeoise internationale a salué ces deux accords comme étant l'illustration d'un tournant historique majeur dans la situation politique en Afrique australe. Il est par conséquent important d'en mesurer les causes profondes et les enjeux, pour mieux comprendre le cours actuel de la « Pax Americana » dans cette région.

Claude GABRIEL

La nouvelle situation en Afrique australe, mise en évidence par la signature d'accords de défense bilatéraux entre le Mozambique, l'Angola et l'Afrique du Sud, est l'aboutissement d'une combinaison de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, il faut compter l'ampleur de la crise économique qui touche les deux ex-colonies portugaises après dix ans d'indépendance, et la pression destructrice des guérillas réactionnaires sur les économies de ces deux pays. Mais l'état de la situation internationale caractérisée par un soutien accru et sans failles de l'impérialisme US à l'Afrique du Sud a aussi grandement facilité l'action du régime raciste visant à se soumettre violemment les pays indépendants d'Afrique australe.

LE CONTEXTE POLITIQUE DE L'OFFENSIVE IMPÉRIALISTE

La crise économique a atteint, dans des pays comme l'Angola et le Mozambique, un niveau des plus critiques. Un certain nombre de paramètres (la sécheresse, la chute des cours des matières premières, la récession internationale, les taux d'escompte sur le marché financier international, etc.), qui échappent au pouvoir des gouvernements de ces deux pays, sont venus aggraver, depuis deux ans, leur situation économique.

Mais, au-delà de cette conjoncture particulièrement défavorable, les raisons fondamentales expliquant l'ampleur de la catastrophe économique dans ces pays

tiennent à la nature politique des régimes en place depuis 1975. Après avoir pris soin de contrôler tout d'abord, de juguler ensuite, le mouvement de mobilisation des masses populaires qui accompagna l'accession à l'indépendance, les gouvernements du MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) et du FRELIMO (Front de libération du Mozambique), ont consciemment maintenu les formes principales de la dépendance vis-à-vis des intérêts impérialistes. L'essentiel des nationalisations intervenues à cette époque n'ont touché que les avoirs portugais et par conséquent le secteur de l'industrie moyenne et du commerce, alors que ce qui constituait les piliers de ces économies (l'énergie, la grande industrie, les mines, les plantations) demeurerait soit directement la propriété des compagnies impérialistes, soit très dépendant d'accords techniques ou commerciaux avec l'Occident. Ayant fondé leur secteur d'Etat sur les entreprises les moins importantes pour s'orienter vers une réelle recherche de l'indépendance économique, les régimes de Luanda et de Maputo laissaient dès lors toute latitude à l'impérialisme pour manipuler en sa faveur les rapports de ces deux pays avec les multinationales et les marchés occidentaux. Ce compromis économique se doublant d'un musèlement systématique des revendications populaires et d'une répression de toute forme d'expression indépendante de masses laborieuses, la dynamique d'évolution de ces deux régimes ne pouvait se faire que dans le sens d'un accroissement de la dépendance vis-à-vis de l'im-

périalisme plutôt que du contraire. Le bureaucratisme frénétique des directions du MPLA et du FRELIMO prenait dès lors l'expression d'un système de « nomenklatura » régissant la distribution des richesses au sein de la couche dirigeante (2). Malgré leur victoire face au colonialisme portugais et leur audience de masse, le MPLA et le FRELIMO ont forgé des Etats et des économies dépendants. Si, conjoncturellement, leurs formes politiques demeurent particulières du fait de l'histoire spécifique des luttes de libération qui leur ont donné naissance, la nature sociale de ces Etats est bel et bien bourgeoise.

Une fois encore, la preuve est faite que les fameuses « voies non capitalistes » de développement, saluées depuis vingt-cinq ans par Moscou et ses disciples comme la voie royale du progressisme dans les pays du Tiers-Monde, est une affabulation qui ne résiste pas à l'analyse objective. En moins de dix ans, les régimes d'Angola et du Mozambique ont fait la preuve qu'ils n'avaient finalement, au plan des structures économiques, jamais cherché à quitter la sphère de contrôle de l'impérialisme. Malgré toute l'emphase hypocrite que ces régimes peuvent mettre à souligner leurs rapports politiques avec Cuba, ils ont superbement ignoré l'avertissement

1. *Le Monde*, 24 février 1984.

2. Le modèle stalinien est résolument copié, dans la structuration des hautes sphères dirigeantes de ces partis et de ces Etats, lesquels sont d'ailleurs confondus. Il y a, par exemple, à Luanda, capitale angolaise, des commerces réservés aux membres du comité central du MPLA.

de Che Guevara contenu dans sa formule « Révolution socialiste ou caricature de révolution ».

Les menaces politiques et militaires que font peser sur ces deux gouvernements les guérillas de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) et de la RNM au Mozambique constituent le second élément d'explication des récents événements d'Afrique australe. Bien qu'historiquement très différents l'un de l'autre, ces deux mouvements réactionnaires ont joué, dans la dernière période, des rôles strictement similaires. Soutenus, entraînés et équipés par l'armée et les services spéciaux sud-africains, ils se sont donnés pour tâche d'aggraver la situation économique en Angola et au Mozambique, et d'amener ces pays à accroître leurs dépenses improductives d'armement. Ils ont su utiliser les rancœurs ou les défiances d'ordre ethnique et régional que les partis au pouvoir n'avaient pas pu ou su solutionner pour se doter d'une base d'appui dans certaines zones.

Dans le cas de l'UNITA, il est même évident que son impact ne tient pas seulement à une politique d'intimidation des populations. Depuis la guerre civile de 1974-1976, le mouvement de Jonas Savimbi a localement, surtout dans le centre et le sud-est du pays, rempli le vide laissé par l'incapacité du MPLA à gagner un crédit parmi la paysannerie faute de lui avoir proposé un programme agraire répondant à ses intérêts. Au contraire, l'autoritarisme des directions du MPLA et du FRELIMO dans leur rapport avec les masses paysannes, et parfois même la fascination pour la collectivisation et la contrainte étatique et centralisatrice, ont accentué la détérioration des rapports entre certaines régions rurales et les régimes de Luanda et Maputo. L'UNITA et la RNM, conseillés par le régime sud-africain, ont dès lors su exploiter ces failles et ce mécontentement et développer leurs actions terroristes en utilisant ces bases d'appui (cf. encart sur l'UNITA).

Enfin, le soutien américain accru au régime raciste sud-africain, après la légère brouille consécutive à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique et à l'échec des tentatives militaires sud-africaines pour s'y opposer, a constitué le troisième élément clef de l'évolution de la situation régionale. Même si l'administration de Jimmy Carter avait, évidemment elle aussi supporté dans les faits le régime raciste, l'arrivée de Ronald Reagan a permis le renforcement du soutien militaire et économique américain à Pretoria. Elle a favorisé la relance d'une propagande favorable au gouvernement de Pieter Botha dans l'opinion publique américaine et internationale. Enfin et surtout, elle a laissé aux Sud-africains toute latitude diplomatique pour pénétrer régulièrement en territoire angolais et y commettre leurs exactions meurtrières, bombarder le Mozambique et maintenir leur refus de l'indépendance de la Namibie suivant le schéma prévu par l'ONU. Plus que jamais, l'Afrique du Sud est apparue, avec Reagan, comme le bras armé de l'impérialisme

dans cette région, les USA contribuant aussi de leur côté à geler l'action du groupe des cinq pays occidentaux (France, RFA, Grande-Bretagne, Canada, USA) censés faire appliquer les résolutions de l'ONU concernant l'accession de la Namibie à l'indépendance.

La combinaison de ces trois facteurs constitue donc le cœur même de l'offensive impérialiste en Afrique australe (3).

LE SOUTIEN DE REAGAN A PRETORIA

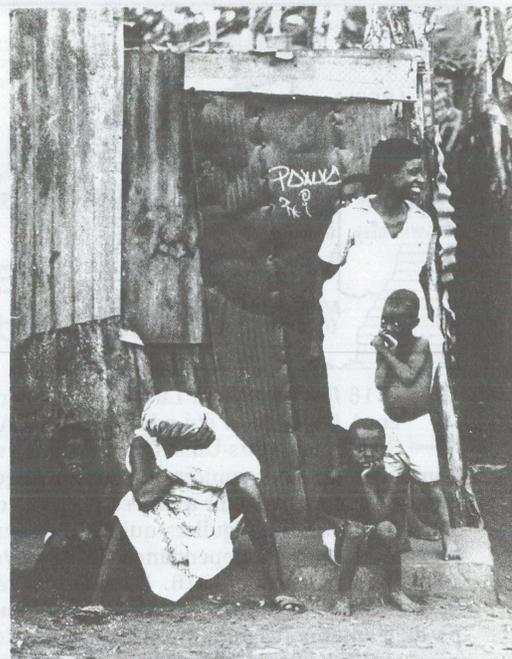
C'est environ 360 compagnies américaines qui investissent en Afrique du Sud, principalement dans des secteurs de technologie avancée. Leurs investissements représentent le cinquième de tous les investissements étrangers réalisés dans ce pays, plaçant ainsi les Américains au second rang, juste derrière les britanniques dans la liste des principaux investisseurs étrangers. Les banques américaines ont d'autre part fourni le tiers des capitaux étrangers auxquels l'Afrique du Sud a dû recourir pour financer ses importations depuis une décennie. Enfin, les mouvements de marchandises entre les deux pays font des Etats-Unis le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud.

Cette situation produit une grande complicité entre les capitalistes des deux pays, qui se reflète tout particulièrement dans les rapports entre l'administration Reagan et le lobby pro-sud-africain aux Etats-Unis. C'est ainsi que John Sears, un ancien responsable de la campagne présidentielle de Reagan, est devenu l'un des principaux responsables du groupe de pression sud-africain à Washington, et qu'un certain Don De Keiffer, qui était membre de ce groupe jusqu'en 1979, a été finalement nommé au sein de l'administration républicaine et a été envoyé en mission en Afrique du Sud (4).

Il serait toutefois erroné d'opposer en tout point ce que fut la politique de Carter et ce qu'est aujourd'hui celle de Reagan en Afrique australe. Mais il est certain que depuis l'arrivée de ce dernier à la Maison-Blanche, les conceptions politiques « globalisantes », qui présentent tout conflit localisé comme le résultat de manœuvres soviétiques et par conséquent comme une composante du conflit Est-Ouest, ont été systématisées et généralisées. Chester Crocker, le secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines de l'administration Reagan, a multiplié les explications de ce genre en ce qui concerne l'Afrique australe. Devant l'Association des anciens combattants américains, le 29 août 1981 à Honolulu, il donnait ainsi un aperçu de sa philosophie en déclarant : « L'influence exercée en Afrique par

3. Il s'agit même probablement d'une offensive dans toute l'Afrique, si l'on tient compte des rumeurs de crise au sein du régime éthiopien et du retrait des Cubains de l'Ogaden (région sud de l'Ethiopie à la frontière avec la Somalie), ainsi que des actuelles tractations diplomatiques pour une solution négociée du conflit au Sahara occidental.

4. *Sunday Times*, Afrique du Sud, 14 décembre 1980.



Dans les « muceques » (quartiers populaires) de Luanda

l'URSS et ses séides nous préoccupe tout particulièrement. Les Soviétiques cherchent à exploiter à leur avantage les nombreuses divergences qui déchirent l'Afrique, ainsi que le conflit qui s'y déroule, quand ils n'en provoquent pas de nouveaux pour mieux pêcher en eaux troubles. (...) Puisque les Etats-Unis occupent le rang de chef de file du monde occidental, ils se doivent d'aider l'Afrique à remettre de l'ordre dans un contexte stratégique qui lui est nuisible.» Quant à l'Afrique australe proprement dite, il expliquait la situation locale en affirmant que « la base politique nécessaire à la mise en place d'une coopération régionale est singulièrement inexistante. La diversité raciale et ethnique de ces peuples — s'ajoutant aux comportements purement émotionnels engendrés par le colonialisme et la domination d'une minorité blanche — constitue un obstacle à une

L'alphabétisation pour adultes, une tâche non résolue





(DR)

bonne entente entre concitoyens ou entre voisins » (5).

Les Etats-Unis vont donc s'employer à favoriser cette fameuse « coopération régionale », ainsi que « la bonne entente entre concitoyens » avec une orientation politique qui s'est concrétisée par un appui sans réserve, à la fois aux négociations actuelles entre Pretoria et ses voisins du Mozambique et d'Angola, et aux réformes constitutionnelles internes à la République sud-africaine, dont la fonction essentielle est de créer l'illusion de l'acceptation du droit de vote pour certaines catégories de non-Blancs, tout en accentuant en fait les divisions inter-raciales (6).

Ces professions de foi ont évidemment leur contrepartie mercantile. Les investissements américains en Afrique du Sud ont augmenté de 13,3 % dans la seule année 1981 et représentaient officielle-



(DR)

ment 2,6 milliards de dollars (plus de 20 milliards de francs) (7). Durant toute cette période, les Etats-Unis ont également favorisé les prêts à l'Afrique du Sud, afin de l'aider à sortir d'une crise économique très grave due, entre autres choses, à la baisse des cours de l'or et aux réductions de la demande mondiale de minerais. La dette sud-africaine atteignait 9,3 milliards de dollars (74,5 milliards de francs) à la fin de 1981, mais Pretoria reçut une aide considérable du FMI (Fonds monétaire international) et put obtenir, avec le soutien des banques occidentales, une quantité très importante de prêts pour surmonter cette situation difficile. « C'est une frénésie d'emprunts comme on n'en a pas vu depuis le début des années 1970 », écrivait à ce propos le journal sud-africain *Rand Daily Mail* du 15 février 1982, pour qualifier la situation sud-africaine.

L'aide américaine s'est aussi exercée dans le domaine militaire. C'est par le biais des transferts technologiques que le gouvernement américain favorise l'armement sud-africain comme en atteste, par exemple, la vente d'un ordinateur Sperry Univac 1100 à la Compagnie Atlas Aircraft, qui fabrique des avions militaires en République sud-africaine, ou la vente d'ordinateurs de Control Data à un groupe de recherche sud-africain qui travaille pour l'armée. Mais Reagan a par ailleurs cherché à assouplir les règles qui imposaient un contingentement des ventes directes de matériel militaire à l'Etat raciste. C'est ainsi qu'en avril 1982, par exemple, il a été délivré par le gouvernement américain une autorisation de vente de 2 500 matraques à décharge électrique, utilisées pour le maintien de l'ordre raciste. Enfin, Washington aide, par CIA interposée, le mouvement réactionnaire UNITA de Jonas Savimbi. Le 6 mai 1980, Ronald Reagan répondait d'ailleurs ainsi à une question à ce propos : « Eh bien, soyons francs, je leur donnerai des armes (à l'UNITA, ndr.) Je n'ai rien contre quelqu'un qui veut se libérer du joug d'une puissance étrangère, dans ce cas les Cubains et les Allemands de l'Est. Je ne vois pas pourquoi nous ne leur donnerions pas des armes pour cela. (8) »

Toute cette politique vise à renforcer le pouvoir raciste et à en faire le maillon décisif de la résistance au « danger soviétique » en Afrique australe. Désormais, Washington fait du départ des troupes cubaines d'Angola un préalable à sa soi-disant politique de pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle accorde l'indépendance à la Namibie. Washington accorde aussi une aide conditionnelle aux pays de la région, afin de les convaincre de s'accommoder de leur dangereux voisin sud-africain.

L'ÉCHEC DU REGROUPEMENT DES ÉTATS NÉO-COLONIAUX

La dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud d'une part, et du marché impérialiste de l'autre, est une caractéristique de l'ensemble des Etats néo-coloniaux d'Afrique australe. Ces pays importent une bonne partie de leurs céréales d'Afrique du Sud, pays au travers duquel ils exportent leur production minière. La

dépendance alimentaire de ces régimes vis-à-vis de l'Afrique du Sud se double donc d'un réseau d'infrastructures entièrement orienté vers Pretoria. Par ailleurs, une fraction de ces économies néo-coloniales, notamment dans le secteur minier, est partiellement la propriété directe des intérêts sud-africains. C'est le cas de certaines mines en Zambie et en Botswana par exemple, tandis que 20 % du PNB du Lesotho provient des salaires des 141 000 travailleurs de ce pays employés en Afrique du Sud. Ce poids des relations de dépendance par rapport à l'Afrique du Sud s'est déjà, dans le passé, largement fait sentir par les pressions modératrices de certains de ces Etats lors des luttes de libération nationale dans la région. Ainsi, à plusieurs reprises, la Zambie s'est faite l'interlocutrice, voire l'intermédiaire du régime raciste, lors de pourparlers diplomatiques concernant les luttes pour l'indépendance de l'Angola ou du Zimbabwe. Il faut dire qu'à plusieurs reprises, ce pays n'a évité la famine ou la révolte qu'en important in extremis des céréales d'Afrique du Sud pour pallier son déficit céréalier.

Avec l'indépendance des ex-colonies portugaises et du Zimbabwe, l'Afrique du Sud tint à remplacer son ancien glacis protecteur constitué par le colonialisme portugais et le régime raciste de Ian Smith en Rhodésie, par la mise en place d'une sorte de « marché commun » régional avec les Etats les plus dépendants de la région. Pour tenter de s'émanciper de cette tutelle économique sud-africaine, plusieurs Etats d'Afrique australe formèrent, en 1980, la Conférence de coordination pour le développement en Afrique australe (SADCC étant le sigle anglais habituellement utilisé). L'objectif de cette association regroupant l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, était de rationaliser les relations entre ces différents pays pour favoriser une meilleure intégration de leurs ressources et de leurs infrastructures. Mais pour ce faire, la SADCC devait avoir recours à des capitaux internationaux. La vingtaine de projets industriels en cours financés par les pays occidentaux représentent l'équivalent de 240 millions de dollars d'engagements financiers (environ 2 milliards de francs). Et, sous prétexte de vouloir émanciper leur économie de la tutelle sud-africaine, ce regroupement néo-colonial patronné par la finance internationale, notamment européenne, accentuait en fait l'intégration de ces différentes économies au marché capitaliste mon-

5. USA-Document, Ambassade des Etats-Unis, Paris.

6. Cf. *Inprecor* numéro 163 du 19 décembre 1983 sur le projet sud-africain d'instauration d'un Conseil présidentiel et sur les lois Koornhof.

7. Cf. *International Herald Tribune* du 31 mars 1983. Toutefois, le chiffre réel des investissements américains directs et indirects pourrait atteindre une somme beaucoup plus importante, estimée à 14,6 milliards de dollars (116,8 milliards de francs) par le *Washington Post* du 30 juillet 1983.

8. *Wall Street Journal*, 6 mai 1980.

L'UNITA, UNE GUÉRILLA RÉACTIONNAIRE

L'actuel responsable de l'UNITA, Jonas Savimbi, fut membre de l'Union des populations de l'Angola (UPA), ancêtre du FNLA de Roberto Holden. Ce mouvement régionaliste regroupant surtout des Angolais du nord, d'ethnie Bacongo, dont beaucoup étaient réfugiés au Zaïre, organisa dans les années 1960 un Gouvernement révolutionnaire angolais en exil (GRAE), dans lequel Savimbi occupa le poste de ministre des Affaires étrangères pendant quelque temps, et qu'il quittera en 1964. Deux ans plus tard, en 1966, bénéficiant notamment des facilités de circulation accordées par l'indépendance de la Zambie voisine, l'UNITA sera créée par Savimbi dans la région de Moxico, en Angola. Les premières proclamations de l'UNITA, qui obtiendra une petite aide de la Chine, sont assez radicales. Durant les années 1970, sa propagande insiste sur le caractère « marxiste-léniniste » du mouvement, pour bénéficier du soutien des organisations chinoises qui dénoncent le MPLA comme étant pro-soviétique. Pourtant, les actions militaires de l'UNITA contre les troupes portugaises ne furent jamais à la hauteur de ses prétentions. Cette organisation continuera d'exercer, par ailleurs et jusqu'à aujourd'hui, une influence principalement régionale dans le centre et le sud-est du pays, où dominent les Ovibundu.

A la chute de la dictature portugaise, l'on apprendra que l'UNITA avait, dès 1972, passé un accord tacite avec l'armée coloniale portugaise pour combattre le MPLA. Dans un échange de correspondance avec les autorités coloniales, Savimbi écrivait : « *En ce qui nous concerne, nous désirons de façon décisive l'éradication de la guerre dans ce secteur est. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour affaiblir les forces de l'ennemi commun. (...) Notre analyse nous a permis de désigner le MPLA comme le principal obstacle à la paix, non seulement dans l'est, mais sur tout le territoire de l'Angola.* » (*Afrique-Asie*, 8 juillet 1974). Malgré son verbiage anti-Blanc et anti-Métis, l'UNITA s'alignera en 1974 sur l'option néo-colonialiste du Président portugais Spínola, en se prononçant pour « *une indépendance totale, mais qui doit être progressive et préparée* » et contre toute idée d'indépendance immédiate (*O Seculo Ilustrado*, Lisbonne, 21 septembre 1974). Pour cela, dès le 24 avril 1974, l'UNITA bénéficia du soutien de certains colons blancs, et Savimbi entretiendra de bons contacts avec le groupe ultra-réactionnaire du Front uni angolais (FUA) de l'ingénieur Fernando Falcao. Un ancien membre de l'OAS, le colonel Armand, révélera alors qu'il devait organiser « *un coup d'Etat pour mettre Jonas Savimbi à la présidence de la République angolaise* » (idem).

Uni avec le FNLA et le MPLA dans le gouvernement de transition installé en 1975 à Luanda à la suite des accords de décolonisation signés à Alvor, l'UNITA se prononcera contre les grèves et les mobilisations de masse, tout en relâchant tactiquement ses liens trop voyants avec les colons blancs. Après la bataille de Luanda, qui vit les masses populaires lutter aux côtés du MLPA contre les forces réactionnaires du FNLA et de l'UNITA et l'éviction des forces du FNLA de la capitale, l'UNITA et le FNLA, encadrés par des agents de la CIA américaine, participeront au soutien de l'invasion sud-africaine pour tenter de renverser le gouvernement formé par le seul MLPA. A ce propos, Savimbi affirma : « *Un beau jour j'apprends que les Sud-africains sont entrés en Angola avec leurs blindés. (...) Puisque l'erreur avait été commise, alors autant en profiter, aller jusqu'au bout, que les Sud-africains prennent Luanda, puis qu'ils se retirent et nous laissent l'occuper.* » (cité par *Afrique-Asie* du 14 avril 1980).

C'est ce mouvement, régionaliste, pro-impérialiste et aligné sur l'Afrique du Sud que les Etats-Unis et les pays occidentaux présentent aujourd'hui comme un groupe de « *combattants de la liberté* ».

ces événements s'inscrivent donc dans un projet de « *pax americana* » pour l'Afrique australe.

UN SÉRIEUX ÉCHEC POUR LE KREMLIN

L'Union soviétique a fondé toute sa politique en Afrique australe sur les rapports qu'elle entretient avec les pays qu'elle qualifie de « progressistes », et sur son soutien à l'ANC d'Afrique du Sud. Ce dernier mouvement, dont l'une des formes d'apparition est l'organisation d'actions armées, est contrôlé par le Parti communiste sud-africain et est aligné sur la politique extérieure de l'URSS. Il se présente généralement comme la direction d'avant-garde du peuple sud-africain pour sa libération, c'est-à-dire comme un « mouvement de libération ». Sur cette base, il a obtenu, de longue date, la possi-

bilité d'organiser une partie de ses activités à partir de bases arrières, au Mozambique et en Tanzanie notamment. Mais, pour l'ANC comme pour le Kremlin d'ailleurs, une partie de la stratégie qu'ils déploient est dépendante des rapports établis avec les régimes de ces derniers pays. Les théories sur le caractère « progressiste » ou « non capitaliste », ou encore « révolutionnaire » des régimes angolais, mozambicain ou tanzanien, ne font qu'expliquer *a posteriori* les rapports diplomatiques, politiques ou militaires que Moscou a pu établir avec ces pays. Mais cela ne correspond en rien à la nature de classe réelle de ces gouvernements. Il n'y a d'ailleurs pas eu, en ce domaine, d'effort d'analyse en ces termes, les formulations officielles de Moscou pour caractériser ces régimes demeurant toujours assez vagues. La crise économique ayant accéléré les reclassements politiques dans cette

dial. Ainsi, le Mozambique se trouvait spécialisé dans son rôle de port de transit pour l'exportation des richesses minières régionales et bénéficia de nombreux crédits occidentaux pour la modernisation de ses voies ferrées et de ses ports. Si cela pouvait conjoncturellement fournir à la Zambie une porte de sortie sur l'océan Indien, indépendante de l'utilisation des ports sud-africains — ce qui ne fut pas réellement le cas compte tenu des nombreux sabotages des voies de communication mozambicaines par la RNM —, cela ne transformait pourtant pas radicalement ses relations de dépendance vis-à-vis du système capitaliste international.

La Communauté économique européenne (CEE) s'était d'ailleurs montrée d'autant plus attentive aux demandes de crédits des pays de la SADCC que le Mozambique et l'Angola affichaient leurs intentions d'adhérer à l'accord entre la CEE et les pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique), dite Convention de Lomé, duquel sont signataires tous les autres Etats de la SADCC. Des pays comme la France, la RFA ou l'Italie sont directement intéressés à jouer une carte politique qui puisse favoriser leurs investissements dans une zone où les capitaux anglo-saxons et américains sont dominants. Mais la crise économique internationale, la sécheresse, la crise spécifique de ces Etats ont contribué à affaiblir tout ce projet et sa dynamique d'autonomisation par rapport à l'économie sud-africaine.

D'un côté, la politique générale des Etats-Unis en matière d'aide et de crédits ne favorise pas, dans la conjoncture économique actuelle, de tels projets onéreux de réorientation économique. Et, d'autre part, la réduction de la contribution américaine à l'Association internationale de développement (IDA, filiale de la Banque mondiale), la domination américaine au sein du FMI et de la Banque mondiale, rendent aussi beaucoup plus difficiles les opérations « autonomes » de la CEE, *a fortiori* dans une région aux données géopolitiques aussi complexes que celles de l'Afrique australe. Aussi intéressés soient-ils à réaliser des investissements juteux dans ces pays, les gouvernements européens n'ont pas pour autant de grandes capacités politiques pour imposer une orientation différente de celle des Etats-Unis. Un indice de cela nous est donné par l'affaire namibienne, où le fameux « groupe des cinq » pays occidentaux chargé de négocier l'indépendance de la Namibie joue dorénavant un rôle plus que secondaire, au profit des négociations tripartites entre l'Angola, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis sur ce problème. Le gouvernement français a d'ailleurs fini par reconnaître l'inutilité de sa participation dans ce « groupe » et l'a quitté le 7 décembre 1983.

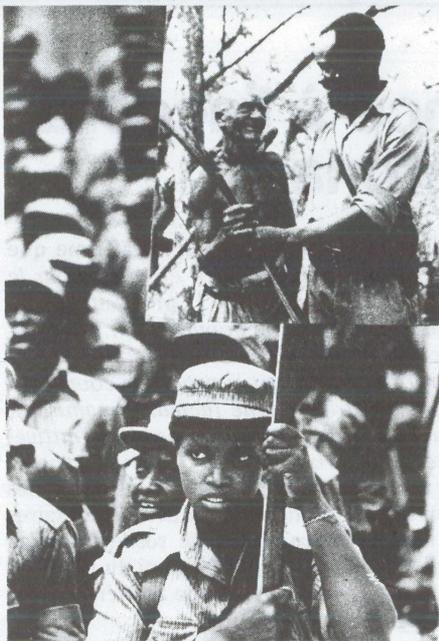
A la lumière de ces éléments, il ne peut donc faire aucun doute que les événements récents en Afrique australe, diplomatiques et militaires, relèvent directement d'une mise en application de la stratégie américaine à laquelle acceptent de se plier l'Angola et le Mozambique. Avant d'être des manœuvres sud-africaines, tous

région d'Afrique australe, la direction soviétique et, avec elle, celle de l'ANC, doivent maintenant déchanter. Amer, le dirigeant de l'Union soviétique, Constantin Tchernenko, déclarait récemment : « *En spéculant sur l'intérêt des peuples sud-africains à vivre en paix et dans la stabilité, les Etats-Unis et certains de leurs alliés cherchent à imposer leur volonté aux peuples de l'Afrique australe, mais ceux-ci verront eux-mêmes si la sécurité des Etats est désormais garantie face aux agressions de la République sud-africaine.* (9) »

Tous ceux qui, depuis dix ans, n'ont cessé de mettre l'accent sur le développement de l'influence soviétique en Afrique devraient maintenant tirer un bilan de leur méthode d'analyse. Car, s'il ne fait aucun doute que la direction stalinienne a cherché à aller aussi loin que possible dans l'obtention de positions diplomatiques en Afrique australe, sans avoir à risquer un affrontement réel avec l'impérialisme, elle n'a eu en fait qu'une stratégie d'adaptation aux besoins conjoncturels d'aide des directions nationalistes bourgeoises des pays concernés. Elle n'a jamais développé une politique qui puisse favoriser les intérêts indépendants des masses laborieuses dans toute cette région, masses qui étaient soumises à l'omnipotence de régimes qui ne leur reconnaissaient guère de possibilités de mobilisations autonomes.

Mais si la diplomatie soviétique paye aujourd'hui le prix de cette orientation qui lui fera probablement perdre à l'avenir quelques appuis diplomatiques ou quelques autres avantages acquis, il ne faut jamais oublier que la facture la plus élevée sera réglée par les masses populaires de ces pays. A aucun moment, les travailleurs et les paysans de ces pays, si faible qu'ait pu être leur niveau de conscience politique, n'ont pu entrevoir dans la politique du Kremlin une aide clarificatrice sur la nature exacte de leurs gouvernements. En dix ans d'indépendance, l'expérience concrète de ces populations n'est pas tant que l'économie restait sous le contrôle du marché capitaliste, mais que l'arrogance et le bureaucratisme du pouvoir s'organisaient avec la bénédiction des Soviétiques, leur aide militaire et leur présence sur le terrain, comme celle des conseillers Tchécoslovaques et Allemands de l'Est. Il ne doit donc faire aucun doute que le bilan de dix ans d'alignement de la diplomatie soviétique en soutien inconditionnel à ces régimes a favorisé un sentiment d'anticommunisme parmi les masses.

Les Cubains n'échappent pas totalement à ce bilan. Leur intervention, en 1975 en Angola, aux côtés du MPLA et face aux troupes sud-africaines et aux mouvements réactionnaires UNITA et FNLA a été absolument nécessaire pour permettre l'indépendance politique de ce pays. Mais, dès lors que le régime du MPLA était incapable d'unifier les masses populaires angolaises autour d'une politique qui corresponde à leurs intérêts et, notamment, de résoudre la question agraire, les Cubains ne pouvaient que maintenir une présence prolongée destinée à proté-



Manifestation pro-Frelimo au Mozambique. (DR)

ger, face à l'UNITA, un régime éminemment fragile. Ce faisant, ils prenaient le risque de s'enliser en Angola, sans jamais pouvoir stabiliser la situation.

Pendant ces dix dernières années, les Cubains se sont eux aussi contentés d'encenser les régimes angolais et mozambicain. Aujourd'hui, on parle de plus en plus de préparatifs de départ des troupes cubaines d'Angola. Bien qu'ayant rappelé, dans un communiqué commun avec le régime de Luanda, sa position sur l'indépendance de la Namibie et sur l'Afrique du Sud, il ne fait aucun doute que le régime castriste vit les derniers événements comme un revers de sa politique africaine (10). Il serait particulièrement éducatif pour le mouvement anti-impérialiste que la direction cubaine tire un jour un bilan public de son orientation dans ces pays. En effet, l'envoi dans un pays africain de centaines de professeurs et de médecins cubains ne peut s'assimiler à une politique internationaliste de soutien aux peuples de ces pays, dès lors que cette pratique est d'abord déterminée par un alignement inconditionnel de la direction cubaine sur les régimes en place, et est par ailleurs soumise aux contingences d'un soutien militaire à ces mêmes régimes. En Angola, les Cubains ont ainsi assisté sans broncher à la mise au pas des Comités de pouvoir populaire nés durant la guerre civile angolaise. Ils ont assisté à la caporalisation de l'Union nationale des travailleurs angolais (UNTA) et à sa soumission totale aux orientations de la direction du MPLA. Ils ont été témoins de la répression contre les grèves, du développement de la corruption et du pourrissement bureaucratique d'un MPLA agité par de nombreuses luttes internes... Pouvait-on, dès lors, dans de telles conditions, ne voir dans leur présence massive en Angola qu'un acte « internationaliste » face aux interventions sud-africaines que la présence militaire cubaine empêchait seulement d'avancer trop en profondeur dans le territoire angolais, sans pouvoir l'interdire totalement ?

L'explication de la crise économique bien réelle que subissent les économies dépendantes de l'Angola et du Mozambique, et les menaces militaires que l'Afrique du Sud toute proche fait peser, ne peuvent donc aujourd'hui suffire à expliquer les évolutions en cours de régimes qualifiés il n'y a pas encore si longtemps de « révolutionnaires » par la direction cubaine. L'exemple de la fermeté de la direction nicaraguayenne, qui a su mobiliser les masses populaires dans le combat anti-impérialiste, est là pour en attester. La différence réside donc aussi dans la nature différente des régimes en question.

UNE NOUVELLE CONJONCTURE EN AFRIQUE DU SUD

Tous ces changements politiques en Afrique australe ne doivent pourtant pas faire croire à une victoire sud-africaine sur le terrain de la lutte des classes en Afrique du Sud même. L'ANC va devoir réajuster sa politique, mais rien ne prouve que Pretoria ait pu affaiblir durablement ce mouvement, dont l'influence politique à l'intérieur du pays reste très importante. Pour une majorité d'opprimés en Afrique du Sud, il ne peut plus y avoir maintenant la moindre illusion sur les « modèles » mozambicain ou angolais. La « lutte armée » prônée par l'ANC perd en même temps une bonne part de crédibilité, du moins dans sa version actuelle de raids organisés pour l'essentiel de l'extérieur du pays. Mais, par contre, tout concourt maintenant à renforcer le poids des luttes sociales à l'intérieur de l'Afrique du Sud et, en premier lieu, toutes celles qui s'organisent autour du développement du mouvement des syndicats indépendants et des associations communautaires locales. Tous ces mouvements se sont formés sans aide ni influence extérieures. Les nouveaux rapports entre le régime raciste et les gouvernements d'Angola et du Mozambique n'ont guère d'influence immédiate sur leurs activités. Il est donc paradoxal qu'au moment où le régime Botha affiche un bel optimisme parce qu'il a réussi un « bon coup » diplomatique contre l'Union soviétique et l'ANC, le mouvement des masses à l'intérieur ne se soit jamais senti aussi puissant et déterminé au combat. Et rien n'indique, pour le moment, que les succès de la politique extérieure de Pretoria puissent lui servir à modifier rapidement les rapports de forces intérieurs.

Il est donc plus que jamais nécessaire de suivre attentivement les développements des luttes sociales au sein même de l'Afrique du Sud et de faire en sorte que les recompositions diplomatiques en cours en Afrique australe n'entament pas la solidarité avec le combat des masses populaires sud-africaines. ■

Claude GABRIEL,
25 avril 1984.

9. *Le Monde*, 7 avril 1984.

10. Cf. le communiqué signé par Fidel Castro et le président angolais Dos Santos, rapporté par *le Monde* du 21 mars 1984.

De l'indépendance à l'accord avec Pretoria

LA Constitution de la République populaire du Mozambique (RPM) affirme que « le pouvoir (y) appartient aux ouvriers et aux paysans, unis et dirigés par le FRELIMO ». Le 3e congrès du FRELIMO, de février 1977, précisait en outre que le Mozambique entrait dans la phase de « la démocratie populaire, (...) dans laquelle nous socialisons les moyens de production, nous créons et développons deux formes essentielles de propriété socialiste : la propriété d'Etat et la propriété coopérative. (...) En prenant l'agriculture comme base, l'industrie comme facteur dynamisant, et l'édification de l'industrie lourde comme facteur décisif, nous rompons définitivement avec la misère, avec la dépendance, et nous construirons une économie avancée, au service du peuple » (1). Rien de tout cela ne correspond pourtant à la réalité des faits, ni du point de vue de l'étape de réalisation des tâches démocratiques élémentaires que le FRELIMO prétend avoir dépassées (indépendance nationale réelle, réforme agraire, et amélioration des moyens d'existence des masses populaires), ni du point de vue des progrès de l'organisation, de la mobilisation et du niveau de conscience des masses populaires qu'un tel processus aurait dû logiquement signifier.

François CAZALS

Le discours du FRELIMO a pu d'autant plus facilement être radical qu'il ne correspondait pas réellement à l'état de la mobilisation populaire et des rapports sociaux. L'indépendance du Mozambique, le 25 juin 1975, n'a pas donné lieu à une irruption généralisée de luttes sociales, et encore moins à une situation révolutionnaire. Certes, plusieurs grèves ouvrières eurent lieu au printemps 1974, la plupart du temps limitées à des revendications salariales. Mais il faut noter que le prolétariat mozambicain (dont une bonne partie se trouvait émigré dans les mines d'or sud-africaines) ne disposait même pas d'une expérience analogue à celui d'Angola qui, en 1973, s'était lancé dans une grève générale à Luanda. Le FRELIMO eut, pendant cette période, une politique temporisatrice s'en remettant le plus souvent aux forces coloniales pour assurer le bon déroulement de la passation du pouvoir. Aucun élément significatif de direction prolétarienne alternative au courant nationaliste petit-bourgeois du FRELIMO, ou d'auto-organisation des masses, ne s'était donc fait jour dans le processus de décolonisation. Le FRELIMO a pu, sans grande difficulté, imposer son hégémonie politique totale sur le mouvement de masse et l'appareil d'Etat en construction.

UN POUVOIR BUREAUCRATIQUE

Dès lors, le « pouvoir populaire » dont il se réclame ne laisse aucune place à l'initiative et à l'autonomie du mouvement de masse. Il est imposé à froid, d'en haut, et dans le seul but de structurer le nouvel appareil d'Etat et d'encadrer les travailleurs pour la production, suivant les recettes bureaucratiques inspirées du modèle soviétique. S'étant refusé à saisir l'occasion de faire progresser le niveau de conscience et de mobilisation indépendante des masses prolétariennes au moment des grèves spontanées du printemps 1974, le FRELIMO n'envisagea ensuite



Samora Machel à Paris. (DR)

les structures de masse que comme des instruments pour combattre l'indiscipline au travail. Suivant la formule consacrée à l'époque, la productivité était considérée comme un « thermomètre de la conscience politique » des travailleurs (2). D'entrée, ces structures (groupes dynamisateurs, conseils de production) étaient frappées de bureaucratisme et constituaient plus des repaires pour carriéristes que des facteurs d'auto-organisation des masses. Dans les bilans successifs de la direction du FRELIMO, elles furent d'ailleurs tour à tour critiquées pour cela. Le 4e congrès, qui se déroula en avril 1983, fut par exemple l'occasion de reconnaître que certaines cellules du parti, « au lieu de travailler pour les masses, se fermaient comme si elles étaient des clubs privés », et de dénoncer ceux « qui rentrent au parti pour faire carrière » (3).

Car, pour maintenir un certain contact avec les masses populaires, qui fait d'ailleurs la spécificité du régime mozambicain, la direction centrale du FRELIMO maniera avec efficacité la dénonciation de la bureaucratie et de la corruption des strates intermédiaires de l'Etat et du parti. Parfois, la purge atteignit les sommets, et les dénonciations faites par Samora Machel accuseront certains ministres. En 1978, le ministre de l'Agriculture était exclu du comité central du FRELIMO sous

l'accusation d'élitisme, d'individualisme, d'égoïsme, de libéralisme... Règlements de comptes internes et remanements ministériels seront nombreux, levant parfois une partie du voile qui dissimule l'autoritarisme du régime. En novembre 1981, par exemple, une purge est effectuée dans les forces de sécurité et l'armée, contre « les ennemis déguisés en agents de l'Etat » qui maltraitent la population. Orientation économique et rapports avec les pays de l'Est sont les deux thèmes fondamentaux de discorde au sein de l'équipe dirigeante, chaque réorientation en la matière donnant lieu à la modification des responsabilités du personnel dirigeant. En 1982, le ralliement à l'Afrique du Sud de Jorge Costa, chef de la sécurité mozambicaine, illustrera l'ampleur de la crise politique du FRELIMO, alimentée entre autres par l'échec économique du régime.

L'ÉCHEC ÉCONOMIQUE DU RÉGIME

A l'indépendance, le FRELIMO nationalisa les entreprises appartenant au petit et moyen capital portugais, et les sociétés impérialistes qui refuseront de poursuivre leur activité sous le nouveau régime. La nationalisation de la terre, des hôpitaux et cliniques, des écoles, des immeubles de rapport, des pompes funèbres et d'entreprises de transformation de petites dimensions, ne correspondait cependant pas à la maîtrise de la majeure partie du capital et de la production locales. La méfiance initiale des investisseurs impérialistes et l'importance du secteur d'Etat (50 % des entreprises en 1978) jetèrent néanmoins la base des rapports avec les pays de l'Est. Aide technique et financière en provenance de ces pays en contrepartie d'avantages diplomatiques (alignement de Maputo sur la diplomatie soviétique) ou matériels (droits de pêche pour l'URSS) accompagnent le départ de techniciens portugais et la mise en place de projets économiques bureaucratiques. Corruption, projets gigantesques mais inopérants par rapport aux besoins locaux, autoritarisme (4), absence de motivation des masses populaires ajoutés au maintien des rapports capitalistes et des investissements impérialistes dans les secteurs stratégiques, précipiteront la faillite économique. Et cela, avant même que l'action de sabotage de la guérilla réactionnaire de la Résistance nationale mozambicaine (RNM), de même que les calamités naturelles (sécheresse et inondations) de ces dernières années ne vien-

1. Rapport du comité central au 3e congrès du FRELIMO, Harmattan, Paris, 1977, p. 50.

2. Discours de Samora Machel, « Organiser la classe ouvrière pour la grande offensive de la production », Maputo, octobre 1976.

3. *Le Monde*, 28 avril 1983.

4. Les regroupements forcés de population rurale auxquels donna lieu la systématisation de la politique dite des villages communautaires, tout comme la récente « opération production » consistant à renvoyer manu-militari à la campagne les chômeurs de la capitale, ou encore le rétablissement des châtiments corporels publics en vigueur sous le colonialisme, en sont des exemples.

ment encore aggraver la situation économique (5).

En 1979, s'amorce un infléchissement de la politique, avec la dénationalisation du petit commerce et une plus grande ouverture aux capitaux étrangers. Signant, en février 1979, un accord de coopération ferroviaire avec l'Afrique du Sud, un responsable mozambicain affirmait alors : « *Nous sommes des hommes d'affaires. Nous devons trouver des solutions réalistes. Personne ne doit s'étonner de cet accord. Maputo et Matola sont les deux ports naturels du Transvaal.* » (6) En mars 1980, Samora Machel plaide pour le rétablissement de la hiérarchie dans le secteur d'Etat, contre la « *dispersion du pouvoir* » et « *la pratique consistant à appeler tout le monde "camarade"* » (7). Il lance un appel aux petits industriels, commerçants et fermiers mozambicains émigrés, leur assurant des garanties financières pour leur retour, et réaffirme alors : « *Il y a place, dans notre développement économique, pour la participation d'autres pays, de firmes internationales et du capital étranger en général.* » (8) Le Mozambique affiche son intérêt pour l'accord CEE-ACP, et les investisseurs occidentaux commencent sérieusement à s'intéresser de nouveau à ce pays. Cette réorientation économique sera encore accentuée lors du 4e congrès du FRELIMO, en 1983 (9).

L'ACCORD AVEC PRETORIA ACCROIT LA DÉPENDANCE

Le compromis passé avec l'Afrique du Sud ne peut être analysé comme la simple reconnaissance réaliste d'un rapport de forces régional défavorable au Mozambique. Et ceci parce que le FRELIMO n'a jamais rien entrepris pour faire évoluer favorablement ce rapport des forces en mobilisant les masses populaires sur une politique anti-impérialiste à l'instar, par exemple, de la direction nicaraguayenne.

Certes, la voie conduisant à une rupture effective avec l'impérialisme, compte tenu des conditions spécifiques du Mozambique, était bien étroite, mais à aucun moment le FRELIMO ne s'y est engagé. Lorsqu'à l'indépendance l'état d'esprit des masses le permettait, la direction du FRELIMO appelait au calme et à la temporisation. Ensuite, sans même reconnaître le droit syndical aux travailleurs, elle les engagea de force dans une politique économique sur les orientations de laquelle les masses populaires n'avaient aucun droit de regard. Et les changements d'orientation se firent de manière tout aussi bureaucratique. Mais aucun pas en avant vers l'indépendance réelle n'a été engagé.

Longtemps principal partenaire commercial du Mozambique, l'Afrique du Sud est restée son principal fournisseur. Le port de Maputo travaille toujours à 60 % avec la République d'Afrique du Sud, tout comme les chemins de fer mozambicains. Pour un pays spécialisé dans les prestations de services ferroviaires et portuaires, cela est énorme. Des techni-

ciens sud-africains sont employés en permanence par les sociétés clientes du port de Maputo. Les 45 000 Mozambicains qui travaillent toujours dans les mines du Transvaal rapportent au Mozambique le tiers de ses rentrées en devises. La dépendance alimentaire reste fondamentale, ce qui accentue les conséquences des mauvaises récoltes. Le blé importé provient de France ou des Etats-Unis, le maïs arrive d'Afrique du Sud (200 000 tonnes en 1981) et le riz, de même que le poisson, doivent aussi être importés. Les produits agricoles d'exportation (noix de cajou, coton) sont vendus principalement en Occident et les rendements des productions n'atteignent pas toujours le niveau d'avant 1974. Jusqu'en 1980 (avant le contrat d'exportation avec l'URSS), la production sucrière mozambicaine était vendue aux USA. L'électricité du barrage de Cabora Bassa (propriété portugaise jusqu'en 2014) est destinée à l'Afrique du Sud et doit couvrir 10 % de ses besoins à un prix inférieur à sa propre production. La ville de Maputo est par contre alimentée par cette électricité rachetée à l'Afrique du Sud. De nombreuses compagnies étrangères, parfois même sud-africaines, ont conservé des intérêts dans ce pays, dans la noix de cajou, la production de ciment ou le pipe-line pétrolier Beira-Umtali (au Zimbabwe) qui appartient à la Lonrho britannique. Depuis quelques années, de nombreux pays occidentaux interviennent au Mozambique. Esso et Shell ont investi 480 millions de francs en 1983 dans la recherche pétrolière. Le Brésil participe à des projets agro-industriels dans la vallée du Limpopo, ancien lieu d'un programme de socialisation de l'agriculture mis en œuvre par la Bulgarie et largement démantelé depuis. L'Italie est à la pointe de la pénétration technologique occidentale au Mozambique.

Le volet économique de l'accord avec l'Afrique du Sud, tout comme l'intégration probable du Mozambique aux pays ACP devraient accentuer encore cette dépendance économique, technologique et financière de Maputo. Les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud vont encore augmenter, et notamment l'utilisation du port de Maputo, avec la construction d'un terminal minier, en 1985. Récemment, une revue bourgeoise bien informée notait : « *Des possibilités d'investissements mixtes mozambicano-sud-africains sont à l'étude dans les secteurs portuaire et touristique, ainsi qu'éventuellement la création d'une chambre de commerce mozambicano-sud-africaine.* » (10) La firme sud-africaine Rennies a déjà proposé la construction d'un complexe touristique d'une valeur de 320 millions de francs. La multinationale Lonrho s'est aussi rapidement proposée d'investir dans ce secteur. C'est dire si l'accord avec la République d'Afrique du Sud constitue bien le point nodal d'une évolution du régime depuis l'indépendance. Gageons néanmoins que cette évolution attisera encore les affrontements au sein de l'appareil du parti et de l'Etat, et le processus de différenciation sociale dans le pays, et envenimera les rapports de Maputo avec les pays de l'Est. Loin de mettre un terme à la crise politique du régime, cela devrait encore l'accroître, sans pour autant, d'ailleurs, que les masses populaires tenues à l'écart de toutes ces décisions ne bénéficient d'une libéralisation politique symétrique à la libéralisation économique en cours. Prenant peut être les devants d'éventuelles revendications en ce domaine, Samora Machel a récemment défini le rôle des syndicats, que l'on dit en voie de création dans le pays, comme de stricts instruments d'encadrement de la production venant se substituer aux structures antérieures, qui n'ont plus aucun attrait pour les masses. ■

François CAZALS,
6 mai 1984.

5. La Résistance nationale mozambicaine (RNM) est une coalition de groupes réactionnaires financés à l'origine par le milliardaire portugais Jorge Jardim, soutenus par la Rhodésie de Ian Smith, puis par l'Afrique du Sud, et recrutant parmi les anciennes milices coloniales du Mozambique. La RNM est entraînée et ravitaillée par l'Afrique du Sud et opère, depuis 1980, surtout dans le sud du Mozambique. Sa stratégie consiste à semer la terreur et à causer le maximum de dégâts à l'économie mozambicaine. Un de ses dirigeants, Orlando Cristina, depuis lors mystérieusement assassiné en Afrique du Sud, précisait l'objectif de la RNM en déclarant : « *C'est une organisation militaire et non politique, qui concentre ses efforts pour renverser le régime de Machel. Elle est déterminée à libérer le peuple du Mozambique de l'oppression marxiste qui lui est imposée.* » (To The Point, 13 juillet 1979).

6. D'après le FRELIMO, le Mozambique a



tissements mixtes mozambicano-sud-africains sont à l'étude dans les secteurs portuaire et touristique, ainsi qu'éventuellement la création d'une chambre de commerce mozambicano-sud-africaine. (10) »

La firme sud-africaine Rennies a déjà proposé la construction d'un complexe touristique d'une valeur de 320 millions de francs. La multinationale Lonrho s'est aussi rapidement proposée d'investir dans ce secteur. C'est dire si l'accord avec la République d'Afrique du Sud constitue bien le point nodal d'une évolution du régime depuis l'indépendance. Gageons néanmoins que cette évolution attisera encore les affrontements au sein de l'appareil du parti et de l'Etat, et le processus de différenciation sociale dans le pays, et envenimera les rapports de Maputo avec les pays de l'Est. Loin de mettre un terme à la crise politique du régime, cela devrait encore l'accroître, sans pour autant, d'ailleurs, que les masses populaires tenues à l'écart de toutes ces décisions ne bénéficient d'une libéralisation politique symétrique à la libéralisation économique en cours. Prenant peut être les devants d'éventuelles revendications en ce domaine, Samora Machel a récemment défini le rôle des syndicats, que l'on dit en voie de création dans le pays, comme de stricts instruments d'encadrement de la production venant se substituer aux structures antérieures, qui n'ont plus aucun attrait pour les masses. ■

perdu, depuis l'indépendance, environ 3,8 milliards de dollars, dont 248 millions du fait de la baisse du trafic sud-africain de marchandise, 568 millions du fait de la baisse du nombre de mineurs mozambicains travaillant en République d'Afrique du Sud, 2 647 millions du fait de l'abandon du paiement-or des salaires de ces mineurs, et 333 millions du fait des agressions de la RNM et de l'Afrique du Sud.

6. *Le Monde*, 28 février 1979.

7. *Idem*, 22 mars 1980.

8. Cité par *Demain l'Afrique*, Paris, 7 avril 1980.

9. L'une des directives adoptées recommande « *d'utiliser les mécanismes économiques pour stimuler les investissements dans le secteur privé, en particulier en matière alimentaire* ». Une autre conseille un plus large recours « *au capital étranger* » (*Le Monde*, 3 mai 1983).

10. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 27 avril 1984.

Annulation de la construction de la centrale nucléaire de Lemoniz

Une importante victoire du mouvement antinucléaire basque

DES octobre dernier, le Conseil des ministres du gouvernement de Felipe Gonzalez décidait de réduire de près de moitié la puissance électrique nucléaire en voie d'installation en Espagne d'ici à 1990. Le ministre de l'Industrie, Carlos Solchaga, tenait alors à préciser que cette décision était motivée par des raisons « techniques et économiques » (le Monde, 14 octobre 1983). Plus récemment, il y a quelques semaines, une loi réduisant le Plan énergétique national (PEN) était finalement adoptée. Celle-ci signifie, entre autres, l'abandon de la construction de la centrale nucléaire de Lemoniz (« Lemoiz » en basque) près de Bilbao, au pays Basque, qui s'était heurtée à une puissante opposition populaire. Toutefois, pour satisfaire le lobby nucléaire dans un pays où la production d'électricité est privée, mises à part les lignes à haute-tension nationalisées par le gouvernement de Felipe Gonzalez, une clause dite « de correction automatique » était introduite dans cette loi. Cette clause prévoit la possibilité d'une révision automatique de la loi sur les centrales nucléaires si les besoins en énergie électrique du pays dépassaient un chiffre établi par le gouvernement.

Malgré cette limitation du Plan énergétique national, l'abandon de la construction de la centrale nucléaire de Lemoniz et de plusieurs autres projets a été, à juste titre, analysé comme une immense victoire populaire. L'article de A. Etorre,

A. ETORRE

La décision prise par le gouvernement de Felipe Gonzalez de paralyser jusqu'en 1990 la construction d'une série de centrales nucléaires équivaut pratiquement, dans le cas de celle de Lemoniz, au pays Basque, à l'abandon du projet. Il faut analyser cette décision comme une grande victoire du mouvement antinucléaire. Ce qui a été obtenu, ce n'est en effet rien moins que l'arrêt de tous les projets nucléaires en Euskadi, comme ceux de Deba, d'Ea-Ispaster, de Tudela et, maintenant, de Lemoniz. Ce sont huit longues années de lutte, la mobilisation la plus importante depuis la fin de la dictature franquiste, qui ont permis d'arracher cette victoire. Mais il ne faut pas pour autant relâcher l'attention. Tant que ce monstre de béton entouré de barbelés sera debout, il constituera un défi et une menace pour le peuple basque. Il faut donc obtenir la démolition pure et simple de cette centrale pour rendre ainsi l'anse de Basordas à la nature.

POUR UNE COTE BASQUE SANS NUCLÉAIRE

La résistance populaire à la construction de la centrale de Lemoniz a commencé relativement tard. Peu de temps auparavant, une magnifique campagne de sensibilisation populaire avait pourtant obtenu que l'Assemblée du Guipuzcoa repousse le projet d'installation d'une centrale à

Deba. Mais, dans le cas de Lemoniz, les travaux étaient commencés depuis 1972, et la mise en marche de la première tranche était prévue pour 1978. La lutte allait être plus dure. En 1976, une pétition exigeant la paralysie du projet, signée par 150 000 personnes, était remise à l'Assemblée de Biscaye. En août de cette même année, plusieurs dizaines de milliers de personnes participèrent à une marche de protestation. En juillet 1977, ce sont 150 000 personnes qui manifestèrent à Bilbao.

A cette première étape de la mobilisation, la prise de conscience antinucléaire restait faible. Une bonne partie de l'activité était alors consacrée à des réunions d'information, des colloques, des débats et des dénonciations légales des multiples irrégularités auxquelles se livrait l'entreprise privée Iberduero comme, par exemple, le fait de construire dans des zones classées comme non-industrielles, avec des permis de construire provisoires. L'un des derniers actes de l'Assemblée franquiste de Biscaye, dont faisaient d'ailleurs partie deux personnages liés à Iberduero, sera précisément de changer la qualification de la zone de construction.

Un rôle spécial était dévolu, à cette étape de la mobilisation, à la « Commission de défense d'une côte basque sans nucléaire », qui s'efforçait, selon ses propres mots, de « rationaliser la controverse », afin de faciliter l'argumentation du mouvement de résistance en réponse à Iberduero. Cette Commission de défense pouvait ainsi dénoncer le fait que les données

économiques utilisées pour justifier le programme nucléaire avaient été falsifiées intentionnellement. Ce n'était pas un prétendu besoin accru d'énergie qui était à la base du projet de la centrale nucléaire de Lemoniz, mais l'occasion d'investir de grandes masses de capital à haute rentabilité assurée par une situation de monopole. Le dilemme « Energie nucléaire ou sous-développement en Euskadi » n'en était donc pas un. L'énergie nucléaire ne réduisait pas, bien au contraire, la « dépendance énergétique ». L'utilisation actuelle de l'énergie nucléaire se heurte à des problèmes insolubles, comme la question des déchets par exemple, les risques d'accidents, et l'impossibilité d'évacuer une population de près d'un million d'habitants vivant dans un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale ...

En 1978, l'entreprise Iberduero fut amenée à participer à un débat public avec la Commission de défense. Occasion historique qui démontra la puissance du mouvement antinucléaire et augmenta sa confiance. Mais ce sera là une occasion unique qui ne se répétera jamais. A partir de ce moment, Iberduero rejettera systématiquement tout type de discussion publique, et consacra d'énormes moyens financiers à convaincre la population des avantages de l'énergie nucléaire, finançant en sous-main certains moyens de communication, distribuant de luxueux bulletins à domicile et dans les centres d'études, menant des campagnes publicitaires dans les rues. En revanche, le mou-



publié dans *Combate*, organe de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol) du 12 avril dernier, retrace les principaux moments de cette mobilisation contre la centrale de Lemoniz.

vement antinucléaire devra affronter ce débat non seulement avec des moyens réduits, mais en comptant aussi avec la politique répressive du pouvoir, et notamment des interdictions de manifester et des emprisonnements.

DAVID ET GLADYS, MARTYRS DE LA LUTTE ANTINUCLÉAIRE

En décembre 1977, un commando armé tenta de pénétrer dans l'enceinte de la centrale de Lemoniz. La garde civile, qui avait un poste à l'intérieur des installations, tira sur l'un des membres, tuant David Alvarez. La mort de David face au Goliath Iberduero devint un symbole, révélant une extraordinaire sensibilité notamment parmi la jeunesse. Les mobilisations se succédèrent. De tous côtés, des comités antinucléaires se créèrent, et une grande campagne se prépara pour la première fois à l'échelle de tout le pays Basque. Durant les derniers jours de février 1978 eurent lieu des assemblées populaires, des manifestations dans les villages et, pour finir, un grand rassemblement devant Lemoniz. Lors de ces actions, on entendit surtout deux slogans, le premier, déjà connu, « Ez, Ez, Ez ... Zentral-Nuclearik Ez ! » (« Non, non, non ... centrales nucléaires, non ! »), et le second, nouveau, « ETA : Lemoniz Goma-2 » (Goma-2 est l'explosif utilisé par l'ETA, et ce dernier slogan est un appel à une nouvelle action contre Lemoniz, ndlr.).

En plein développement de la mobilisation, l'ETA, l'organisation indépendantiste basque, lança une puissante bombe à l'intérieur de la centrale. Sur le plan militaire, cette action frappait au cœur du dispositif nucléaire, occasionnant de graves dégâts matériels dans le réacteur et retardant ainsi de plusieurs mois l'arrivée de l'uranium. Politiquement, cette bombe frappa aussi le cœur du mouvement antinucléaire, car deux ouvriers furent tués et treize autres blessés. A l'euphorie du rassemblement de La Troka succédèrent des moments de confusion et de désarroi, car, en fait, l'action de l'ETA avait été réclamée à cor et à cri. Les comités antinucléaires qui ne condamnèrent ni ne critiquèrent l'action de l'ETA entrèrent en crise. Malgré les efforts déployés pour maintenir une intervention antinucléaire, le mouvement entra alors dans une période de reflux qui dura un an, pendant laquelle les initiatives rencontrèrent moins d'audience.

Il ne faut pas oublier le rôle important qu'a joué dans toute l'histoire du mouvement antinucléaire basque le Collectif des travailleurs chargés de la construction de la centrale. Il y avait parmi ces travailleurs, qui étaient 5 000 dans les moments les plus intenses de l'activité de construction, une implantation notable des forces révolutionnaires, dont celles de la LKI (Liga Komunista Iraultzailea), section au pays Basque de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR, section de la IVe Internationale). La coordination des délégués des chantiers de la centrale avait déjà dénoncé les conditions de la mort de David, ce qui leur avait coûté, à leur tour, une dénonciation de la part du gouver-

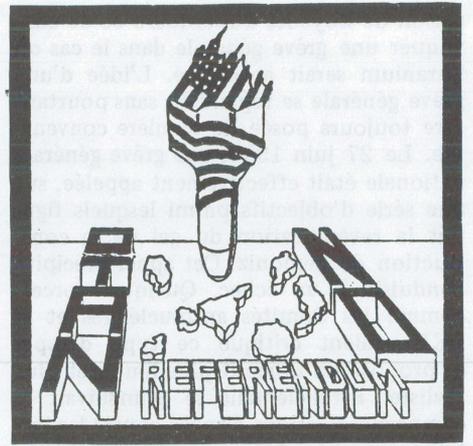
neur civil. Après l'explosion de la bombe sur le site de Lemoniz, les travailleurs condamnèrent cette action, dénonçant la responsabilité d'Iberduero et proposant la tenue d'un référendum sur l'avenir de la centrale. A toutes les étapes de la lutte contre la centrale, même lors des moments les plus difficiles, les travailleurs de Lemoniz ont exigé des solutions politiques qui soient en accord avec la volonté populaire, tout en dénonçant l'attitude d'Iberduero et du gouvernement. Pour leur part, les organisations antinucléaires ont toujours appuyé les revendications des travailleurs de la centrale.

En avril 1979, l'accident qui se produisit dans la centrale de Harrisburg, aux Etats-Unis, choqua profondément l'opinion publique. Ce risque d'accident tant de fois dénoncé par les écologistes, se révélait évident. En Euskadi, l'émotion fut grande, d'autant plus lorsque l'on sut que la technologie utilisée à Lemoniz était identique à celle de la centrale de Harrisburg. Le mouvement antinucléaire connut une impulsion nouvelle, les réunions se multiplièrent, des manifestations eurent lieu. A la fin du mois d'avril, une nouvelle semaine antinucléaire se termina par une gigantesque manifestation à Bilbao. Des municipalités commencèrent à prendre position dans tout le pays Basque contre la centrale nucléaire. Les travailleurs du port de Bilbao refusèrent de décharger du matériel destiné à la centrale. Débuta alors une campagne de désobéissance civile.

Le 3 juin 1979, lors de la journée internationale d'action contre l'énergie nucléaire, les comités antinucléaires convoquèrent une manifestation à Tudela. Là, au beau milieu de ce rassemblement pacifique, la garde civile assassina Gladys del Estal, en lui tirant dans le dos. Un peu plus tard, le meurtrier sera condamné à 18 mois de prison. David et Gladys devinrent les deux martyrs de la résistance au nucléaire. En riposte à ce crime, une grève générale fut organisée le lundi 4, grève qui s'étendit le lendemain à tout le pays Basque. Ce fut le moment le plus intense de la mobilisation durant toutes ces années de lutte contre la centrale de Lemoniz.



Dans les jours qui suivirent, le cycle de la mobilisation s'arrêta pourtant de nouveau. En effet, une nouvelle bombe explosa à l'intérieur de la centrale et un autre ouvrier trouva la mort. L'ETA en fit



porter toute la responsabilité à la société Iberduero, l'accusant de ne pas avoir tenu compte de l'avertissement qu'elle lui avait donné. Mais les conséquences politiques de cette action seront les mêmes que lors de la précédente explosion. Elles entraîneront une nouvelle période de reflux de la mobilisation des masses. Il n'y aura pas de recul dans la prise de conscience populaire sur ce que représentait la centrale de Lemoniz, le rejet de ce projet ne diminuera pas, mais ce qui faiblira, par contre, ce sera l'expression de cette prise de conscience dans la rue au travers de manifestations de masse. Plusieurs mois devront s'écouler, avec un inlassable travail de mobilisation des secteurs antinucléaires les plus actifs, pour parvenir à une réactivation du mouvement, qui n'atteindra toutefois pas le niveau de mobilisation antérieur. De plus, même parmi les gens les plus actifs, une idée gagnait du terrain, selon laquelle la mobilisation de masse n'était pas suffisante à elle seule pour triompher, car Iberduero et le gouvernement ne céderaient pas à la protestation pacifique, même si elle était portée par tout le peuple basque. Pour ce courant d'opinion, la mobilisation continuait d'être nécessaire, mais elle devait être complétée par une forme d'action plus efficace, plus directe.

LA DYNAMIQUE MILITAIRE DE L'ACTION DE L'ETA

La marée antinucléaire s'étendait. Il n'y eut pas de village où n'étaient organisées des semaines d'action, où ne s'exprimait le refus du nucléaire par des fêtes ou des activités de tous ordres. Le symbole antinucléaire devait même monter très haut, à la cime de l'Everest, où il fut planté par l'alpiniste Zabaleta et l'expédition basque. De nouvelles formes de lutte furent aussi essayées : refus de paiement des factures d'électricité, non seulement par des particuliers mais aussi par des municipalités, avec des résultats très inégaux. Dans pratiquement toutes les institutions, des motions en ce sens ont été discutées, et certaines les ont approuvées. Il y eut aussi des marches de protestation, à pied ou à ... vélo, l'extinction des lumières, etc. Le 3 juin 1980, date anniversaire de l'assassinat de Gladys, il y eut dans tout le pays Basque une extinction quasi générale des lumières. Une assemblée de 233 élus de 101 mairies différentes décida d'impulser une

action de boycott d'Iberduero et de convoquer une grève générale dans le cas où l'uranium serait acheminé. L'idée d'une grève générale se répandait, sans pourtant être toujours posée de manière convenable. Le 27 juin 1980, une grève générale nationale était effectivement appelée, sur une série d'objectifs parmi lesquels figurait la revendication du gel de la construction de Lemoniz. Cet appel précipité conduisit à un échec. Quelques forces, comme les Comités antinucléaires et la LKI, avaient critiqué ce type d'appel et proposé un objectif plus limité et plus réaliste. Parallèlement se poursuivait la campagne d'actions armées contre les installations d'Iberduero, menées par l'ETA. Au début de l'année 1981, l'ETA, qui s'était jusque là attaquée à des installations et non à des personnes, organisa l'enlèvement de l'ingénieur en chef de la centrale de Lemoniz, qui était un personnage clé de sa mise en marche. Cet enlèvement suscita beaucoup de remous. L'entreprise Iberduero entama alors une grande campagne démagogique, qui rencontrera un certain écho dans la population. Au moment où cette offensive de la droite commençait à être contrecarrée par les organisations antinucléaires, essentiellement par les Comités antinucléaires et la Commission de défense, l'ingénieur séquestré était découvert mort. La réaction d'indignation fut énorme et prendra la forme d'une grève générale et de multiples manifestations. C'était là le contrepoint à la grève générale organisée pour protester contre la mort de Gladys deux ans auparavant. De nouveau réapparaissait l'opposition entre la dynamique militaire et la dynamique politique de la lutte antinucléaire. ETA avait visé un objectif stratégique du point de vue militaire, obtenant par son action qu'Iberduero suspende temporairement les travaux et que le collectif de techniciens de Lemoniz refuse de continuer à travailler dans ces conditions. Mais, en revanche, il contribuait à désamorcer une impressionnante mobilisation de masse, ce qui ne devait finalement profiter qu'à la droite.

La lutte se poursuivit cependant. Une nouvelle semaine antinucléaire aura lieu en mars 1981. Un « soleil antinucléaire » sera dessiné sur l'une des coupes de la centrale en construction. Les journées internationales contre Lemoniz, en août 1981, organisées par les Comités antinucléaires, seront clôturées par une manifestation de 20 000 personnes à Bilbao, et d'autres actions se succéderont encore.

LA SOUMISSION DES INSTITUTIONS BASQUES ET DU PNV

Dans toute l'histoire de cette mobilisation, le pouvoir central de Madrid s'est comporté comme le bras armé des intérêts d'Iberduero. On attendait en revanche une autre attitude de la part des nouvelles institutions autonomes basques, ne serait-ce que parce que les partis nationalistes et les partis de gauche, qui dominent le Parlement autonome du pays Basque, avaient participé aux premières protestations an-



Peintures murales contre la centrale nucléaire de Lemoniz. (DR)

ti-nucléaires. Au moment même de sa constitution, le Conseil général basque (sorte d'exécutif local aux pouvoirs limités par le centralisme madrilène, ndlr.), fut amené à se prononcer sur le projet de Lemoniz. Jouant les Ponce-Pilate, cette institution affirmera n'avoir aucune compétence dans ce projet de centrale nucléaire. Elle se limitera à exiger de meilleures mesures de sécurité et à envoyer une commission d'étude à Harrisburg, aux Etats-Unis. D'ailleurs, à son retour, celle-ci demandera d'interrompre la construction de la centrale. Mais rien de tout cela n'avait finalement grande importance, car le Conseil général basque n'avait effectivement pris sur rien.

En juin 1980, le Parlement basque, débattant du problème de la centrale de Lemoniz, décida de créer une Commission d'enquête, qui sera ultérieurement dénoncée comme frauduleuse et partielle par les organisations antinucléaires. Le Parlement autonome se prononça pour l'organisation d'un référendum sur la construction de la centrale et en même temps contre le gel des travaux de la centrale, ce qui était une position clairement contradictoire. En décembre 1981, le Parlement autonome basque approuva finalement le rapport de la Commission d'enquête créée l'année précédente, favorable à la centrale. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le Parti communiste espagnol (PCE) et Euskadiko Eskerra (EE) votèrent contre cette décision. Herri Batasuna (HH) ne participa pas à cette discussion au Parlement, où les élus de cette organisation refusent de siéger (1). De plus, le Parlement se prononcera pour l'organisation d'un référendum et/ou d'un contrôle public. La formule « et/ou » signifie que le parti nationaliste bourgeois majoritaire au

Parlement autonome basque, le Parti nationaliste basque (PNV), se préparait déjà à escamoter la consultation populaire, prévoyant d'avance que le gouvernement de Madrid refuserait le référendum, ce qui s'est effectivement produit le mois suivant. L'unique porte de sortie honorable pour un parlement digne de ce nom aurait été de repousser les propositions du pouvoir central et d'organiser lui-même ce référendum sur la centrale nucléaire. La politique misérable du nationalisme bourgeois basque fut tout entière reflétée dans les propos d'Arzallus, président du PNV, qui affirmait : « Le gouvernement central n'a pas accepté (le référendum, ndlr.) parce que nous n'avons pas insisté sur cette question, pensant qu'elle ne résoudrait rien. »

Beaucoup de choses avaient effectivement changé. Le PNV était passé de sa position originelle du rejet de l'installation de la centrale nucléaire de Lemoniz à une attitude pro-nucléaire. Cette dernière orientation fut approuvée officiellement, après un dur débat et à l'unanimité, lors de l'assemblée nationale du PNV à Castiljo-Elejabeitia, en octobre 1981. Cette évolution politique du PNV correspondait à un processus d'intégration aux différents centres de pouvoir économique. Pour sa part, Iberduero se trouvait en difficulté. L'entreprise avait investi 250 milliards de pesetas dans le projet, ce qui représentait 54 % du total de ses investissements, tandis que les charges financières étaient énormes et représentaient 30 milliards de pesetas par an. Et, par dessus tout cela, les travaux étaient à demi paralysés et avaient de toute manière pris plusieurs années de retard. Dans ces conditions, les menaces de fermeture du chantier étaient un chantage qui révélait aussi les difficultés économiques réelles de l'entreprise.

Une négociation à trois composantes s'ouvrait alors entre le gouvernement central, le gouvernement basque, et la société Iberduero, afin de trouver une formule de « contrôle public » sur la centrale nucléaire, de manière à satisfaire le Parlement autonome basque. C'est ainsi qu'une société de gestion fut créée et chargée de la responsabilité de l'exploitation de la cen-



1. Herri Batasuna est une organisation apparaissant comme liée politiquement à l'organisation armée ETA-militaire, tandis qu'Euskadiko Eskerra l'est plutôt à l'ETA-PM (politico-militaire).

trale, tandis qu'Iberduero en conservait toujours la propriété. Le gouvernement basque recevait quelques miettes de pouvoir en échange de la légitimité politique ainsi donnée à un projet impopulaire. Mais le rêve du PNV ne durera même pas le temps d'une nuit d'été. Le jour même de la signature de l'accord qui créait ladite société de gestion, l'ETA exécuta le chef du projet, Angel Pascual. Ce sera là une action décisive. A partir de ce moment, les travaux seront paralysés.

La droite se remobilisera, mais, dans ce cas, avec une audience considérablement moindre qu'au moment de la mort de l'ingénieur en chef enlevé par l'ETA en 1981. Les gens en avaient assez des manipulations. Pour leur part, les antinucléaires ripostèrent par une manifestation exigeant la démolition de la centrale, que le gouverneur interdit et fit réprimer. Finalement, l'intervention directe de l'Etat central eut lieu, annulant les accords passés auparavant avec le gouvernement basque. La centrale nucléaire de Lemoniz était séparée du patrimoine de la société Iberduero, et un conseil d'intervention, comprenant six membres du gouvernement central, un membre du gouvernement basque et un membre de l'entreprise, était créé pour s'en occuper. Le gouvernement basque, qui n'avait pas eu le courage d'appliquer ses propres résolutions, restera ainsi désaisi de cette affaire, et Lemoniz deviendra une « affaire d'Etat ». Mais le gouvernement de Madrid ne savait également pas que faire. On évoquait, à ce moment, la possibilité de l'utilisation de la centrale à des fins militaires, ou encore l'embauche de techniciens « mercenaires »... Certains avançaient également la possibilité d'une fermeture de la centrale, bien qu'à l'époque on n'en ait pas beaucoup parlé. En novembre 1982, peu de temps avant que le gouvernement de Felipe Gonzalez ne soit formé, après la victoire électorale du PSOE, les contrats des 2 000 ouvriers qui restaient sur le chantier de Lemoniz étaient annulés.

LE PSOE ET LEMONIZ

Le « changement » qu'aurait pu représenter l'arrivée des socialistes au gouvernement central avait, au pays Basque, un contenu très concret, entre autres choses, il signifiait le gel immédiat de la construction de la centrale de Lemoniz. La position du PSOE dans les premières années de la lutte était clairement opposée à la construction de cette centrale. Ainsi, Txiki Benegas, secrétaire général du PS d'Euskadi (PSE) déclarait, en mai 1979 au congrès des députés : « *Le groupe socialiste basque dit "non" à Lemoniz et nous demanderons, dans les instances concernées, la paralysie immédiate des travaux.* » On pourrait trouver des dizaines de déclarations de ce genre. Cependant, au fur et à mesure que le conflit se radicalisait, la position du PSOE évoluait. Avec l'argument de « *ne pas céder au chantage de l'ETA* », les socialistes votèrent au Parlement basque, après l'enlèvement de l'ingénieur en chef de la cen-

trale, pour la réactivation des travaux. Peu de temps après la formation du gouvernement de Felipe Gonzalez, le ministre de l'Industrie, Carlos Solchaga, déclarait : « *Je veux faire savoir clairement ma profonde conviction personnelle, qui est que cette centrale doit être mise en route. (...) Pour les intérêts énergétiques du pays, il est important que Lemoniz entre en fonction dans un délai qui soit le plus bref possible.* » Il y avait donc eu un changement avec l'arrivée du PSOE au gouvernement, mais celui-ci ne s'était situé que dans l'accentuation de la volonté du PSOE de voir se terminer les travaux de construction de la centrale de Lemoniz. Par contre, il n'y eut pas de changement quant à l'action des forces répressives contre toute forme d'activité du mouvement antinucléaire. Dans ces conditions, les Comités antinucléaires organisèrent une campagne très radicale contre le PSOE pendant le mois de mars 1983. Un dossier démontrant clairement les contradictions de la position du PSOE fut publié et de nombreuses actions furent organisées, notamment une nouvelle marche sur Lemoniz, qui fut durement réprimée.

Malgré la volonté politique du gouvernement de Felipe Gonzalez, les travaux étaient toutefois arrêtés et le problème demeurait sans solution en perspective. L'idée de la fermeture de Lemoniz commença à être sérieusement prise en considération dans les cercles officiels. Il sembla nécessaire de réajuster le Plan d'énergie nucléaire (PEN), établi par le gouvernement bourgeois de l'Union du centre démocratique (UCD) en 1979, qui ne correspondait pas à la réalité. C'était aussi l'occasion d'éliminer un problème important. Ainsi, à froid, le gouvernement annonça l'arrêt de la construction de plusieurs centrales nucléaires, alors que le mouvement antinucléaire, confronté à une centrale que tout le mon-

de considérait comme morte, commençait à se chercher d'autres perspectives, telles que l'écologie (les Comités sont devenus antinucléaires et écologistes) et l'antimilitarisme. Peu de temps auparavant, les tarifs de l'électricité avaient augmenté, afin de récupérer les investissements perdus par l'abandon de ces projets. Les Comités antinucléaires et la Commission de défense dénoncèrent alors le caractère incongru du maintien, dans ces conditions, d'une philosophie officielle toujours pronucléaire même si, en ce qui concernait Lemoniz, la victoire ne faisait pas de doute. La clause de « correction automatique » que le gouvernement a finalement réussi à imposer au lobby électrique, présente quelques risques, même si elle ne paraît pas devoir être destinée à la centrale de Lemoniz.

QUI A ARRÊTÉ LA CONSTRUCTION DE LA CENTRALE DE LEMONIZ ?

A priori, c'est la mobilisation du peuple basque qui a permis le succès, payé au prix de huit années de lutte, d'un mouvement de protestation qui a touché toutes les couches de la société, d'une dizaine de morts, d'une farouche volonté de dépasser les moments difficiles, le fatalisme et le défaitisme par un immense effort d'imagination et de lutte...

Déjà nombreux sont les opportunistes de tous poils qui tentent d'ôter son importance à cette victoire. Roberto Lertxundi, ancien dirigeant du PC d'Euskadi ayant rejoint EE, a ainsi affirmé que la centrale de Lemoniz avait été fermée « *simplement parce qu'elle n'était pas nécessaire* ». Certes, la centrale de Lemoniz n'est pas utile et ne l'a jamais été. Mais ce n'est pas simplement une baisse subite des prévisions de la consommation électrique qui a rendu cette centrale inutile. Quitte à fermer une centrale, le gouvernement

Manifestation pour la destruction de Lemoniz. (DR)



aurait pu abandonner d'autres projets en cours, qui n'ont pas nécessité un investissement aussi important que Lemoniz. La rationalité économique capitaliste elle-même, comprise comme nécessité de récupérer cet investissement gigantesque, exigeait l'ouverture de cette centrale. La fermeture de Lemoniz va donc à l'encontre de toute la logique économique capitaliste et pro-nucléaire. C'est donc bien d'une victoire politique du peuple basque dont il s'agit.

Une autre question s'impose : au sein de cette lutte antinucléaire, quelle place les actions armées ont-elles occupé ? Il s'agit-là sans aucun doute d'un sujet de débat intéressant pour l'avenir. Il ne fait pas le moindre doute que l'action de l'ETA y a pris une place fondamentale, non pas une quelconque action armée, mais bien celle de l'ETA, soutenue par une partie importante de la population, dans le cadre d'une prise de conscience antinucléaire grandissante et d'une mobilisation constante. Il ne faut donc pas non plus tomber dans des simplifications abusives. L'ETA a apporté son héroïsme et ses martyrs, dont l'action restera pour longtemps gravée dans les mémoires, même si les coûts ont été élevés et les victimes inutiles. L'action de l'ETA est parvenue à coincer le dos au mur la société Iberduero et le gouvernement, mais elle a fait de même avec le mouvement populaire. Il est donc impossible de répondre de manière catégorique en termes totalement positifs ou totalement négatifs à la question de savoir quel a été l'apport concret des actions de l'ETA dans la lutte contre la centrale de Lemoniz. Une seule chose est certaine : cet apport a été important.

Durant toutes ces années, le mouvement antinucléaire a été traversé par des discussions constantes, dans lesquelles les militants de la LKI ont eu une participation active et passionnante. Ces débats touchaient les questions du rôle des actions armées, de l'intérêt de défendre le mot d'ordre de référendum, de l'autorisation institutionnelle, de l'opportunité de certains appels à la mobilisation, de l'attitude face aux autres forces politiques telles que le PSOE, des mots d'ordre de démolition (« Apartu ») ou de paralysie (« Gelditu ») de la centrale...

Maintenant, après le gel des travaux, certaines polémiques du passé sont vues sous un autre angle, et certaines affirmations tranchées faites sur le moment doivent être révisées, et ce, même si, globalement, nous pensons toujours que la conclusion de cette lutte donne raison à la façon dont le Comité de travailleurs du chantier posait le problème après le second attentat contre la centrale ayant entraîné mort d'homme, et qui a guidé notre démarche, orientation que l'on peut résumer par la formule suivante : « *Le seul et unique moyen de résoudre le problème de Lemoniz, c'est que la majorité de la population puisse s'en saisir sous toutes les formes que cela suppose.* » ■

A. ETORRE,
« COMBATE », 12 avril 1984.

RDA

Le mouvement pacifiste indépendant après le déploiement des euromissiles en RFA

NOUS reproduisons ci-dessous un article paru dans *Was Tun*, organe du Groupe Internationale Marxisten (GIM), section allemande de la IVe Internationale, du 9 février 1984, qui fait le point sur la vague de répression qui a frappé le mouvement pacifiste indépendant de République démocratique allemande (RDA).

Laura SALMANN

Le 24 janvier 1984, deux animatrices du mouvement « Femmes pour la paix » de Berlin-Est, Ulrike Poppe et Bärbel Bohley, ont été relâchées après six semaines de détention préventive (1). Elles avaient été arrêtées le 12 décembre, à la suite d'une rencontre avec une représentante du mouvement pacifiste de Grande-Bretagne. L'ampleur des protestations internationales n'est pas la moindre des raisons de leur remise en liberté. Mais ce succès ne doit pas faire oublier que cette arrestation ne constituait en quelque sorte que le sommet de l'iceberg de la répression bureaucratique. Après le déploiement des missiles de l'OTAN en République fédérale d'Allemagne (RFA), la répression à l'encontre des pacifistes de RDA s'est considérablement accrue. Cette politique de pressions bureaucratiques sur le mouvement pacifiste se situe à trois niveaux.

D'abord, peu avant que le Bundestag (Parlement de RFA) ne se prononce définitivement sur l'implantation des fusées Pershing, commençait en RDA une série d'interrogatoires, de perquisitions et d'arrestations frappant des militants du mouvement pacifiste, qui n'a pas cessé depuis lors. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples, une dizaine de mandats d'arrêt à l'encontre de participants à une initiative récente de protestation — une minute de silence publique — ont été délivrés à Potsdam. Deux personnes sont toujours en prison. Par ailleurs, un homme et une femme qui ont diffusé un tract appelant à des manifestations silencieuses à l'église ou sur les lieux de travail se trouvent également emprisonnés. Des jeunes, soupçonnés d'avoir écrit sur des murs l'inscription « *SS-20, non merci !* » ont aussi été écroués. Encore une fois, ce ne sont là que des exemples (voir l'encart ci-dessous concernant d'autres cas de répression.)

Ensuite, après le débat au Bundestag, les contacts des pacifistes indépendants de RDA avec le mouvement antiguerre occidental ont été empêchés ou criminalisés. Plus de cent militants du mouvement pacifiste ou du courant des Verts d'Allemagne occidentale se sont vus interdire l'entrée en RDA. Les rencontres entre militants pacifistes de l'Est et de l'Ouest, qui autrefois n'avaient rien d'exceptionnel, constituent aujourd'hui un délit en RDA, tombant sous le coup de l'article 99

de la Constitution comme « *transmission d'informations mettant en danger la sécurité de l'Etat* ». C'est l'argumentation utilisée dans le cas de l'arrestation de Poppe et de Bohley. Le gouvernement de RDA a ainsi clairement montré que la tolérance dont il avait fait preuve auparavant à l'égard de ces rencontres ne devait pas être interprétée comme une libéralisation de sa politique, mais comme une concession tactique et passagère.

Enfin, la pression sur le mouvement pacifiste indépendant s'accompagne d'une accentuation de la propagande militariste, qui a atteint un nouveau sommet en janvier 1984. Ainsi, le journal de Magdebourg, *Die Volksstimme* (la Voix du peuple), incitait les écoliers à « *apporter leur propre contribution au maintien de la paix* » en s'engageant à « *bien apprendre et bien travailler, à se préparer à des fonctions militaires, à être prêts à s'engager là où l'on aura besoin d'eux* ». L'organisation des enfants Jeunes Pionniers invite ses responsables à donner une importance encore accrue aux questions politiques et militaires, et à impulser « *la politisation de l'ensemble de l'activité des Pionniers* ».

LES « MENEURS » DANS LE COLLIMATEUR DE LA POLICE POLITIQUE

Le pouvoir, pour venir à bout des mobilisations pacifistes, utilise la tactique bien connue de la répression des « meneurs ». Dans ce sens, le cas d'Ulrike Poppe et de Bärbel Bohley peut apparaître comme l'illustration des procédés employés par la police politique (STASI). Que ces deux femmes aient un rôle prépondérant et moteur dans le mouvement de la paix les rend conformes à l'image que le ministère de la Sécurité d'Etat se fait des « meneurs ». Bärbel Bohley était l'une des 300 femmes qui ont envoyé au Conseil d'Etat une lettre-pétition dénonçant la nouvelle loi sur le service militaire, qui prévoit l'enrôlement des femmes « *en cas de mobilisation ou d'état d'urgence* ». Elle fut aussi interpellée, en même temps que d'autres citoyens de la RDA qui, avec des députés des Verts ouest-allemands, ont voulu remettre une pétition aux ambassades des Etats-Unis et d'Union so-

1. Cf. *Inprecor* numéro 164 du 9 janvier 1984 et numéro 166 du 6 février 1984.

viétique de RDA. Les deux femmes prirent part, dans une église de Berlin-Est, devant un public de 400 personnes, à la lecture d'un texte expliquant qu'elles adopteraient une attitude d'insoumission en cas d'enrôlement. Elles étaient encore présentes quand, au moment où se déroulait en RFA une semaine d'action du mouvement antiguerre, des femmes en noir déposèrent au bureau de poste de l'Alexanderplatz, la place principale de Berlin-Est, des lettres proclamant leur refus de tout service militaire.

Mais leur activité ne s'est pas bornée à la RDA. Elles ont pris l'initiative, avec d'autres femmes, d'envoyer à chaque député du Bundestag ouest-allemand une photo d'enfant portant l'inscription « *Votiez "non" !* » lors du débat sur l'installation des missiles de l'OTAN. Ulrike Poppe représentait déjà une gêne pour le régime, depuis qu'elle avait fondé, il y a quatre ans, une crèche sauvage à Berlin-Est. Il avait semblé alors que l'Etat allait tolérer cette atteinte à son monopole sur l'éducation, mais le local fut subitement fermé dans la nuit qui suivit l'arrestation d'Ulrike Poppe. Ces quelques exemples des initiatives de ces deux femmes montrent assez qu'elles représentaient pour le gouvernement est-allemand le type même des « fauteurs de troubles » permanents, caractéristiques qu'elles partagent d'ailleurs avec la plupart de ceux qui ont été incarcérés ces derniers temps.

Le gouvernement espère que les coups portés à des personnes particulièrement actives et engagées dans le mouvement pacifiste pourront lui faire perdre son impact. Mais cela n'est pas suffisant, comme le montre l'exemple de la répression à Iéna. Certes, en expulsant vers la RFA ou en emprisonnant des éléments du

« noyau dur » de la contestation pacifiste, il a pu endiguer le mouvement de façon significative, mais le calme n'est pas totalement revenu pour autant. Car ce n'est pas l'existence de « meneurs » qui fait la force du mouvement pacifiste est-allemand. Il n'est pas le fait de la seule initiative d'une poignée d'individus, mais l'expression d'une réaction politique et sociale plus profonde, dans la jeunesse surtout. Et aujourd'hui, ce n'est plus une seule ville qui joue le rôle de phare dans ces protestations, mais c'est tout un réseau de groupes et d'initiatives qui s'étend sur tout le pays.

Seule une politique d'arrestations massives permettrait la destruction de ce réseau, mais le prix à payer serait alors trop élevé pour le gouvernement de RDA. Une telle tentative signifierait en effet l'aveu qu'on est loin de l'unité de la jeunesse et du pouvoir, contrairement à ce qu'affirme la propagande officielle.

L'équipe dirigeante de la RDA, sous la direction d'Erich Honecker, doit aussi affronter une difficulté supplémentaire dont elle fait chaque jour l'expérience : c'est l'hostilité au déploiement de nouveaux missiles soviétiques SS 20 dans de larges sphères de la population. Non seulement Honecker a dû reconnaître que les SS 20 ne pouvaient soulever l'enthousiasme en RDA mais, qui plus est, une pétition saluant leur installation dans le pays, mise en circulation dans les entreprises, a dû être promptement retirée, car trop peu de travailleurs acceptaient de la signer. De plus, le gouvernement est-allemand a intérêt à ne pas voir se détériorer davantage ses relations avec l'Ouest, en particulier avec la RFA. Ce n'est pas pour rien qu'Honecker continue à parler de la nécessité d'un pacte de sécurité collective entre

l'Ouest et l'Est et de « limiter les dégâts » (2).

Un écrasement complet du mouvement pacifiste indépendant de RDA ne pourrait qu'offrir des prétextes au gouvernement réactionnaire de Bonn pour renforcer encore la pression politique et économique sur la RDA. C'est pourquoi le régime est-allemand va sans doute encore concentrer ses attaques sur la partie du mouvement pacifiste indépendant qui est aujourd'hui active en dehors de l'Eglise et qui a le plus d'influence dans la société. La tactique de la bureaucratie ne repose pas seulement sur la répression policière, mais vise aussi à repousser le mouvement protestataire dans le cadre d'une intervention en liaison avec l'Eglise, ce qui permettrait ainsi d'en canaliser la dynamique. La hiérarchie de l'Eglise évangélique (protestante) a en effet toujours, par le passé, su reconnaître le moment où il convenait d'éviter la confrontation avec l'Etat et de pratiquer l'auto-censure.

Le mouvement pacifiste de RDA se trouve aujourd'hui à un point critique de son développement. Soit il réussira à contrer la politique répressive de l'Etat, grâce à la mobilisation de l'opinion publique et à la solidarité en RDA et dans le mouvement pacifiste de l'Ouest, soit il courra le risque d'un retour au stade de cercles clandestins qui ne pourront se dégager du cadre officiel de la politique pacifiste de l'Eglise. Le mouvement antiguerre ouest-allemand a une responsabilité importante quant au développement du mouvement pacifiste indépendant en RDA.

Les « Femmes pour la paix » ont, quant à elles, clairement reconnu l'interdépendance entre la politique à l'Ouest et la répression intérieure à l'Est, en déclarant notamment : « *Depuis que le Bundestag a voté l'installation des missiles, il est sans cesse question, en RDA, d'arrestations, sous des prétextes qui, il y a un an, n'auraient mené personne en prison. (...) Et cependant, les politiciens conservateurs de RFA soutiennent que la décision de déployer les missiles n'a pas changé la situation politique. Nous soutenons, quant à nous, qu'une dégradation significative du climat politique a commencé dans notre pays. Nous exigeons du gouvernement fédéral de RFA qu'il stoppe le déploiement de nouveaux missiles américains. Sinon, il devra répondre de la part de responsabilité qu'il porte dans l'arrestation d'Ulrike Poppe et de Bärbel Bohley.* »

Une position similaire du mouvement pour la paix, à l'Ouest, sur la répression et la militarisation en RDA, est une nécessité urgente. ■

Laura SALMANN,
Was Tun, 9 février 1984.

REPRESSION : QUELQUES NOMS

Nom, âge	Date et motif de l'arrestation
<i>Ville de Weimar :</i>	
Ulrich Jadtje, 20 ans	10.10.83, hooliganisme (art. 215).
Holm Kirsten, 19 ans	bombages « SS 20, non merci ! ».
Grit Ferber, 19 ans	idem.
Thomas Onissenheit, 19 ans	idem.
Jorn Luther, 20 ans	arrêté le 23.11.83 ; en liberté provisoire depuis janvier 1984.
Anders Tillmann, 19 ans	poursuites en cours (art. 215).
Alexander Kobylinski, 20 ans	25.1.84 ; depuis longtemps militant actif, pas d'autre motif connu.
Jan-Georg Fischer, 21 ans	idem.
Otto Volker, 20 ans	idem.
Wolfram Hasch, 21 ans	idem.
<i>Ville de Leipzig :</i>	
Patrice Castillo, 21 ans	interpellés lors d'actions à l'occasion du Festival cinématographique de Leipzig ; art. 214 : « <i>Résistance aux forces de l'ordre.</i> »
Bernd Stracke, 20 ans	idem.
Bettina Muzenberg, 20 ans	idem.
Olaf Schubert, 22 ans	idem.
Sven Thomas Wetzig, 20 ans	idem.
<i>Ville de Potsdam :</i>	
Roland Radow, 28 ans	manifestation silencieuse sur la Place des Nations à Potsdam.
Tobias Philipp, 23 ans	idem.
Vera Arnold	idem et « <i>incitation à la grève</i> », car elle a proposé une minute de silence sur son lieu de travail. « <i>Tentative de contacter des médias occidentaux.</i> »
Alexander Arnold	Idem.

2. D'après le Monde du 27-28 novembre 1983, la formule « limiter les dégâts » résumait bien l'intervention d'Erich Honecker devant le comité central du Parti socialiste unifié (SED) de RDA réuni alors en session plénière à Berlin-Est pour répondre au vote du Bundestag sur les euromissiles. Honecker avait précisé que la RDA examinerait « avec soin toute proposition raisonnable venant de RFA en vue de mettre sur la voie normale, à partir des traités en vigueur, les relations entre les deux Etats allemands ».

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

ETATS-UNIS

Formation de la Tendance IVe Internationale (FIT)

Nous publions ci-après un large extrait d'un article de présentation de la Fourth Internationalist Tendency (FIT, Tendance pour la IVe Internationale), formée par des militants expulsés du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis, et paru dans le Bulletin de défense du marxisme numéro 4, de mars 1984, publié à New York.

C'est durant le week-end du 3 au 5 février que des membres expulsés du SWP de plusieurs villes se sont rencontrés à Minneapolis, en réponse à l'appel du 17 janvier pour la formation d'une Tendance pour la IVe Internationale. Suivant les recommandations adoptées lors de cette réunion et les décisions subséquentes prises par des groupes locaux, la FIT s'est constituée en organisation nationale et ses comités locaux fonctionnent dans neuf villes. Les adhérents de cette tendance discutent des formulations finales de sa plate-forme. Ce texte sera publié dans son Bulletin numéro 5.

Les membres de la FIT pensent tous que leur priorité politique doit être la participation au processus absolument essentiel de débat théorique et programmatique qui a été mis à l'ordre du jour du fait des attaques portées par la direction du SWP contre le trotskysme. Dans le passé, quand des marxistes révolutionnaires ont eu à faire face à un défi programmatique fondamental de ce type, la réponse a toujours été de subordonner toutes les autres tâches à la défense de notre théorie.

C'est parce que nous comprenons que le programme *c'est* le parti, et que la défense du parti implique d'abord et avant tout une lutte pour la défense du programme. Rien de tout ce que fait le parti, aussi important que cela soit, ne peut réellement nous mener à notre but — le renversement de la société de classe et l'inauguration d'une ère nouvelle de solidarité et de libération humaines — si nous perdons de vue les leçons de base du passé codifiées dans le programme historique du SWP et de la IVe Internationale.

La dernière fois que notre mouvement aux Etats-Unis s'est trouvé confronté à un défi d'une ampleur théorique aussi importante que celui que nous propose la direction Barnes, ce fut en 1939-1940, lors de la lutte contre l'opposition petite-bourgeoise de Burnham-Shachtman-

Abern. A cette époque, la réponse de Trotsky et de Cannon fut la même que celle que nous proposons aujourd'hui, mobiliser les rangs du parti, considérer la confrontation programmatique comme notre priorité numéro 1, et défaire politiquement les révisionnistes.

Dans la lutte des années 1939-1940, le courant marxiste prolétarien était majoritaire, dans la direction comme à la base du parti, bien que d'une mince majorité. Aujourd'hui nous sommes, au moins jusqu'à présent, une minorité petite et persécutée. Les partisans les plus actifs et les plus conscients du trotskysme ont été expulsés et la direction (du SWP, ndr.) a substitué une campagne de calomnies et de dénigrement personnels au débat et à la discussion politique argumentés. Tout cela rend notre tâche plus difficile et modifie les formes que prendra notre lutte programmatique et théorique. Mais cela ne change rien au contenu fondamental de la lutte qui doit être menée pour que le SWP demeure un parti révolutionnaire.

La FIT ne veut pas mettre de barrières organisationnelles entre elle et les membres du SWP sur le chemin de la discussion nécessaire sur le programme politique. Nous n'essayons pas de construire une nouvelle organisation s'opposant ou se substituant au SWP. Cependant, nous avons été forcés de nous organiser en dehors du parti, parce que nous avons été expulsés bureaucratiquement. Dans toutes les villes où des partisans de notre tendance existent, nous formons des comités constitutifs locaux d'organisation. Nous avons également élu un Comité national d'organisation et trois coordinateurs nationaux pour aider à organiser notre travail et pour garantir la cohésion et la centralisation de notre fonctionnement.

La FIT fait campagne pour la réadmission dans le parti des membres de notre tendance et de tous ceux qui ont été injustement exclus à cause de leurs opinions politiques dans le cadre de la purge organisée par la direction. Nous assurons la diffusion du *Bulletin en défense du marxisme*, dont la publication a été inaugurée en décembre 1983 par Frank Lovell, et nous continuerons à le publier, ainsi que d'autre matériel, comme notre contribution la plus importante à la discussion qui se déroule dans le SWP et la IVe Internationale. Nos autres priorités seront notre propre éducation et la diffusion de la revue *International Viewpoint*, bimensuel qui reflète les vues du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Nous soutiendrons activement et participerons aux campagnes publiques du SWP, surtout la campagne électorale de 1984, avec Mason et Gonzalez comme candidats, mais aussi le travail de défense (du SWP, ndr.), les ventes du *Militant*, les fo-

rum, etc. Et nous espérons pouvoir travailler de façon fraternelle avec les membres du parti qui interviennent dans les syndicats, dans le travail de solidarité avec l'Amérique centrale et la Caraïbe, les activités du mouvement de libération des femmes, les luttes des Noirs et des autres mouvements de masse où, nous aussi, nous serons présents et actifs. ■

PEROU

Les débats du troisième congrès du PRT

Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section péruvienne de la IVe Internationale, a tenu son congrès national les 3 et 4 mars derniers, le troisième depuis sa fondation, en 1978. Une délégation du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale y était représentée. L'ordre du jour incluait le bilan de l'orientation et de l'activité du parti, l'analyse de la situation politique nationale, le projet politico-organisationnel de construction du parti à cette étape, et les élections des instances de l'organisation, dont un comité central de 15 membres et 3 suppléants.

La discussion sur la réorientation politique, décidée par une large majorité au comité central en décembre dernier, a été au centre du congrès (1). Cette réorientation a abouti à une autocritique de l'orientation passée du PRT et à la décision de demander l'adhésion à l'Izquierda Unida (IU, Gauche unie), structure qui regroupe la presque totalité des organisations politiques et syndicales se revendiquant du mouvement ouvrier. Les textes proposés par la direction sortante ont été tous approuvés, soit à l'unanimité, soit à une très grande majorité.

A la veille même du congrès, quatre membres minoritaires du comité central sortant du PRT ont organisé une scission. Ces camarades s'étaient opposés à la réorientation politique votée au mois de décembre dernier et s'étaient par la suite organisés en tendance pour le congrès. Dès qu'il fut clair qu'ils n'avaient pas réussi à gagner la majorité des membres du parti à leur point de vue, ils contestèrent alors la légitimité de certaines normes de représentation au congrès et le congrès lui-même. Ces normes de représentation avaient pourtant été fixées sur la base d'un accord unanime avant même la division qui se produisit au mois de décembre, et à plus forte raison avant la formation de cette tendance minoritaire. De toute façon, le droit de la minorité du

PRT à se présenter au congrès, y compris pour y contester les mandats si elle estimait devoir le faire, a été parfaitement respecté. Elle ne l'a pas fait, parce qu'elle savait pertinemment que son orientation était minoritaire aussi bien au niveau des délégués au congrès qu'à celui du parti dans son ensemble.

Par ailleurs, les militants minoritaires, comme ils l'ont eux-mêmes déclaré, n'étaient aucunement prêts à accepter la discipline du congrès, dans la mesure où, selon eux, la nouvelle orientation du PRT comportait une rupture politique de principe par rapport au passé. Dans un texte qu'ils ont diffusé après le congrès, ces militants ont en effet caractérisé Izquierda Unida comme « un front politique sous hégémonie réformiste, qui prône la conciliation, s'adapte au niveau de conscience des masses les plus arriérées en soumettant le mouvement ouvrier et populaire à la direction de la petite bourgeoisie, pour arriver au pouvoir par voie électorale et par une politique de réformes. Son axe programmatique est l'alliance du mouvement ouvrier et populaire avec la bourgeoisie moyenne et la bourgeoisie nationale ».

Quant à l'initiative du groupe minoritaire autour de Raul Castro Vera de convoquer — et d'annoncer frauduleusement dans la presse, avant même sa réalisation — un congrès parallèle, ayant connu une participation dérisoire, elle n'a trompé personne au Pérou. Elle n'a finalement « trompé » que les rédacteurs de *Tribune Internationale*, organe mensuel du regroupement international du Parti communiste internationaliste (PCI) de France, tout particulièrement intéressés à rendre

publique, dans le numéro d'avril 1984, une version qui ne se base sur aucun fait concret.

Après son congrès, le PRT a lancé une nouvelle formule de son organe de presse mensuel, *Combate Socialista*, et a ouvert un nouveau local central, ce qui dénote un réel progrès organisationnel. Dans l'éditorial du numéro 44 d'avril 1984 de *Combate Socialista*, le PRT définit comme suit sa position par rapport au regroupement IU : « Nos objectifs dans *Izquierda Unida* se placent sur deux terrains : le terrain électoral et celui des luttes des travailleurs. En ce qui concerne le premier et face à l'attitude honteuse d'un secteur de la gauche, nous devons dire que la révolution n'est pas un chemin rectiligne ; les révolutionnaires ne peuvent pas choisir leur chemin en faisant abstraction de la réalité. A propos des élections, il n'y a que deux attitudes possibles : soit nous les utilisons, soit nous les boycottons. L'utilisation des élections devra aider à éduquer les masses et à développer leurs luttes. Nous devons transformer *Izquierda Unida* en un moteur des luttes des travailleurs. Politiquement, il existe un rapport dialectique entre *Izquierda Unida* et les organisations de masse. L'intégration de ce front dans les organisations de masse permettra de construire un mouvement ouvrier et populaire puissant qui résiste à l'offensive de la bourgeoisie et, en partant de là, se pose des tâches révolutionnaires. » ■

1. Cf. *Inprecor* numéro 164 du 9 janvier 1984. « La victoire électorale d'IU et l'auto-critique du PRT ».



C'est par une manifestation de 1 500 personnes qu'un dernier hommage a été rendu, le 27 avril dernier à Pierre Frank. Parmi l'assistance se côtoyaient plusieurs générations de militants appartenant ou ayant appartenu au courant trotskyste. Des centaines de militants de la LCR de la région parisienne avaient quitté leur travail pour assister à ce rassemblement. Outre une importante délégation de Lutte ouvrière (LO) étaient aussi présents des représentants de l'ensemble des autres groupes trotskystes de France et de plusieurs sections de la IVE Internationale, ainsi que de nombreuses personnalités démocratiques. Ernest Mandel, au nom du SU de la IVE Internationale, José Iriarte Bikila pour la LCR-LKI de l'Etat espagnol, Barry Sheppard au nom du SWP des USA, Jakob Moneta du GIM de RFA, Charlie Van Gelderen, ancien militant en Afrique du Sud au nom de la section britannique de la IVE Internationale, et, enfin, le camarade Alain Krivine pour la LCR, ont tour à tour pris la parole lors de cette commémoration.

suite de la page 28

core plus loin et accusa le PR, le Parti de la libération dominicaine (PLD) de Juan Bosch et le FID d'être responsables des « mutineries ».

Après les massacres de la fin avril, un fleuve de sang sépare le gouvernement dominicain et le PRD des masses populaires. Il est décisif de voir maintenant comment va se développer ce nouvel état d'esprit des masses populaires, qui n'a pas encore trouvé de structures cohérentes pour s'exprimer. Les centrales syndicales sont toutefois aujourd'hui les mieux placées pour développer le mouvement de protestation. Cet état latent de colère populaire se maintiendra dans le futur proche. Les partis de gauche, et en particulier le FID, peuvent capter l'attention de larges secteurs des masses. Il est donc important que le FID conserve son caractère de front de classe.

L'impérialisme yankee est clairement conscient de l'importance stratégique de la République dominicaine, en particulier dans l'actuel contexte centro-américain. Ce pays entre dans une période de grandes convulsions sociales et politiques. La bourgeoisie dominicaine n'a pas les moyens de faire des concessions importantes aux masses. Le marasme de l'économie semi-coloniale dominicaine l'en empêche. Cependant, ses ressources politiques sont encore importantes : deux partis bourgeois de masse (PRD et PR) et un parti nationaliste petit-bourgeois (PLD) prêt à jouer le rôle de relève. En dernière instance, il y a aussi ce corps de criminels à la solde des yankees : les forces armées, créées en 1916 et reconstruites en 1965 par les Etats-Unis, qui les renforcent de jour en jour. Il est certain que pour maintenir le programme d'affameurs du FMI, il faudra faire tomber le voile démocratique dont s'est paré le régime du PRD et entermer les conquêtes démocratiques antérieures des masses.

Les événements des 23, 24 et 25 avril ont surpris le grand public et les commentateurs de la grande presse par les atrocités auxquelles s'est livré le régime « social-démocrate » dominicain. Les alliés européens et internationaux du PRD ont été un obstacle énorme à la diffusion des informations concernant les luttes des travailleurs et des masses dominicaines. La solidarité et la dénonciation internationale de la répression en République dominicaine peuvent cependant être des armes auxquelles le gouvernement dominicain se montrera sensible. Tous les courants du mouvement anti-impérialiste et démocratique doivent protester contre le massacre perpétré contre le peuple dominicain, la militarisation du pays, et les centaines de détenus qui sont toujours incarcérés.

Des télégrammes de protestation peuvent être adressés à : Dr. Salvador Jorge Blanco, Presidencia de la Republica, Palacio Nacional, Santo Domingo, D.N., République Dominicaine. ■

Julio ORTEGA,
30 avril 1984.

Les émeutes de la faim réprimées dans le sang



LA République dominicaine, pays indépendant de 6 millions d'habitants, connaît une importante crise économique, un fort taux de chômage et de sous-emploi qui dépasse les 50 % de la population active, une dette extérieure de quelque 3,5 milliards de dollars (28 milliards de francs), et le Fonds monétaire international (FMI) y a durement établi sa loi. L'accord imposé par le FMI en contre-partie du renouvellement d'un prêt de 450 millions de dollars (3,6 milliards de francs) a entraîné des hausses vertigineuses des prix des aliments de base et à provoqué durant plusieurs jours, à partir du 23 avril, une véritable explosion sociale. Celle-ci s'est soldée par un massacre perpétré par l'appareil répressif du gouvernement de Salvador Jorge Blanco, membre du Parti révolutionnaire dominicain (PRD) affilié à l'Internationale socialiste.

Le gouvernement dominicain s'était trouvé confronté aux conditions mises par le FMI pour accorder ce prêt, échelonné sur trois années. L'institution financière internationale réclamait une importante dévaluation du peso dominicain, d'environ 300 %, l'élimination des subventions publiques aux produits alimentaires de grande consommation, l'« assainissement » des entreprises publiques, en particulier la suppression du personnel « en surnombre », l'application d'une politique de « vérité » et la libération des prix, etc. Au cours des derniers mois, le président Jorge Blanco et son équipe essayèrent d'esquiver la question en recourant à tous les expédients possibles, pour tenter de « rendre le FMI raisonnable ». Le président de la République lui-même fit un voyage à Washington, il y a quelques semaines, pour implorer la pitié de ses maîtres de la Maison-Blanche, les convaincre de la nécessité d'adoucir l'impact des mesures exigées par le FMI, et obtenir de meilleures facilités financières et commerciales de la part des Etats-Unis. La réponse de Ronald Reagan fut des plus éloquentes : « *Arrangez-vous avec le FMI et ensuite nous ferons tout notre possible* », lui répondit-il, en résumé.

Pour tenter d'empêcher que l'annonce de ces mesures ne soit suivie de mobilisations de masse, le gouvernement attendit la semaine sainte et la paralysie que cette fête religieuse entraîne, à partir du mercredi 18 avril. C'est ce jour-là que furent

annoncés l'accord passé avec le FMI et des mesures aussi drastiques que la suppression totale des subventions de l'Etat aux produits de première nécessité ; le passage au marché du change libre pour toutes les importations à l'exception du pétrole, ce qui impliquait une augmentation de 300 % de tous les biens importés (1) ; l'augmentation de 200 % des prix du lait, de l'huile, de la farine de blé, du pain et des médicaments et des augmentations moindres du riz et d'autres articles de première nécessité. Dans un pays miné par le chômage et le sous-emploi, où l'inflation atteignait déjà, avant l'annonce des mesures, 50 % pour les premiers mois de 1984, c'était là un véritable décret de mort de faim pour plus de la moitié de la population.

Le président Jorge Blanco, voulant amortir l'impact de ce train de mesures et les protestations contre l'inflation, avait introduit, le 27 février dernier, un projet de loi au Congrès national, qui prévoyait une augmentation de 20 % du salaire minimum, le portant à 150 pesos (400 francs), et de 10 % des salaires compris entre 150 et 250 pesos (400 et 656 francs). L'effet de cette mesure fut à l'exact opposé de ce qu'il espérait. La population crut que l'on se moquait d'elle. Toutes les centrales syndicales du pays rejetèrent violemment une telle mesure, y compris l'Union générale des travailleurs dominicains (UGTD), contrôlée par le PRD.

La situation demeura calme jusqu'à ce que, le 23 avril, la population des quartiers nord et est de Saint-Domingue (1,5 millions d'habitants) commence spontanément à agir. Dans la nuit, toute la ville était déjà paralysée par l'éclatement de la colère populaire. Les magasins à grande surface furent saccagés, des banques attaquées, des locaux du PRD incendiés, de

violents combats de rue eurent lieu avec la police, des barricades furent édifiées. Les émeutes se sont étendues à toutes les villes importantes du pays, en particulier à Santiago, deuxième ville en importance (500 000 habitants), San Francisco (150 000 habitants), etc. A la tombée de la nuit, de larges secteurs de la capitale et d'autres villes étaient aux mains des manifestants. La police était incapable de les contenir.

Le jour suivant, 24 avril, anniversaire de l'insurrection de 1965 (2), les unités d'élite des forces armées entrèrent en action. Le bilan officiel se chiffra à plus de 50 morts, 500 blessés par balle et 5 000 personnes arrêtées. Le dernier rapport de la Commission des droits de l'homme établi, pour sa part, le nombre des morts à plus de 200, plus de 200 disparus et 1 000 blessés. Presque deux décennies après avoir dirigé une formidable insurrection populaire, le PRD se rend coupable du plus grand massacre de ces 25 dernières années, accompli en un seul jour. Trois locaux syndicaux ont été occupés militairement. Les locaux des partis du Front de la gauche dominicaine (FID) ont été encerclés, et tous ceux qui étaient là furent arrêtés (3). Les cinq centrales syndicales, qui forment la Coordination nationale intersyndicale (4), organisèrent une grève générale pour le mercredi 25, qui fut très suivie. En même temps que les centrales syndicales appelaient à la négociation avec le gouvernement, elles exigeaient l'annulation de toutes les hausses de prix, l'augmentation de 100 % du salaire minimum et de 40 % des autres salaires, la démilitarisation du pays et la rupture des accords passés avec le FMI. Pour le 1er mai, elles ont appelé à une « *journée nationale de deuil* » et menacé de convoquer une nouvelle grève nationale sous peu. Le président, entouré de toute la hiérarchie militaire, s'est adressé au pays le mercredi 25 avril, brandissant la menace d'une répression plus grande encore, « *quel qu'en soit le prix* ».

De son côté, le PRD, abandonnant ses luttes de cliques et de fractions, se regroupa autour du gouvernement, accusant de concert « la droite » et la gauche d'être les responsables de l'agitation. Le très autorisé José Pena Gomez, secrétaire général du PRD et président du Comité pour l'Amérique latine de l'Internationale socialiste, a déclaré : « *Le Parti réformiste (PR) et un secteur de la gauche qui fait stupidement son jeu, sont les instigateurs des émeutes.* » (La Noticia, 25 avril). Le président Jorge Blanco alla en-

suite page 27

1. Il existe plusieurs types de change en République dominicaine. Les dollars « officiels » maintiennent la parité avec le peso dominicain (1 peso vaut 1 dollar), alors que sur le marché libre des devises, le peso vaut 0,33 cents (1 dollar vaut 3 pesos dominicains).

2. C'est le 24 avril 1965 que les partisans de l'ex-président Juan Bosch et des militaires constitutionnalistes se soulevèrent. Il ne fallut pas moins de 42 000 GI's américains pour écraser cette insurrection dans le sang.

3. Le FID est composé du Bloc Socialiste (BS), du Parti communiste dominicain (PCD),

du Parti des travailleurs dominicains (PTD), du Mouvement pour le socialisme (MPS), de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST) et de l'Union patriotique (UPA).

4. La coordination nationale intersyndicale comprend la Centrale générale des travailleurs (CGT), la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) dirigée par le PC, la Confédération autonome syndicale classiste (CASC) liée à la démocratie-chrétienne, l'UGTD contrôlée par le PRD et la Confédération nationale des travailleurs dominicains (CNTD) très droitiste.